

**Bruxelles, le 22 avril 2026
(OR. en)**

8440/26

**COARM 53
CONOP 22
CFSP/PESC 554
COPS 222
INDEF 92
EPF AM 48**

RÉSULTATS DES TRAVAUX

Origine: Secrétariat général du Conseil

Destinataire: délégations

Objet: Vingt-septième rapport annuel établi en application de l'article 8, paragraphe 2, de la position commune 2008/944/PESC du Conseil définissant des règles communes régissant le contrôle des exportations de technologie et d'équipements militaires

Les délégations trouveront en annexe le vingt-septième rapport annuel établi en application de l'article 8, paragraphe 2, de la position commune 2008/944/PESC du Conseil définissant des règles communes régissant le contrôle des exportations de technologie et d'équipements militaires, adopté par le Conseil lors de sa 4168^e session, tenue le 21 avril 2026.

Vingt-septième rapport annuel établi en application de l'article 8, paragraphe 2, de la position commune 2008/944/PESC du Conseil définissant des règles communes régissant le contrôle des exportations de technologie et d'équipements militaires

([Année]/C [référence])

INTRODUCTION

Le présent rapport couvre les données de 2024 concernant i) les autorisations accordées et refusées aux États membres de l'UE et ii) les exportations d'armes conventionnelles en provenance d'États membres de l'UE. Il couvre également les activités liées à la mise en œuvre de la position commune 2008/944/PESC du Conseil^{1 2} et comporte des informations non exhaustives sur les transferts intra-UE de produits liés à la défense qui sont régis par la directive 2009/43/CE du Parlement européen et du Conseil³.

Ce rapport est établi par le Service européen pour l'action extérieure (SEAE), sur la base des données communiquées par les États membres de l'UE. Le sous-groupe "Exportations d'armes conventionnelles" (COARM) du groupe "Non-prolifération et exportations d'armes" du Conseil favorise un dialogue permanent entre les États membres sur l'application cohérente des règles communes régissant le contrôle des exportations d'armes.

Les pays tiers mentionnés ci-après se sont officiellement ralliés aux critères et principes énoncés dans la position commune 2008/944/PESC: l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, le Canada, la Macédoine du Nord, la Géorgie, l'Islande, le Monténégro et la Norvège. Un système d'échange d'informations entre l'UE et la Norvège est en place depuis 2012.

¹ Juridiquement contraignante pour les États membres de l'UE.

² Position commune 2008/944/PESC du Conseil du 8 décembre 2008 définissant des règles communes régissant le contrôle des exportations de technologie et d'équipements militaires (JO L 335 du 13.12.2008, p. 99), modifiée par la décision (PESC) 2019/1560 du Conseil du 16 septembre 2019 (JO L 239 du 17.9.2019, p. 16) et la décision (PESC) 2025/779 du Conseil du 14 avril 2025 (JO L, 2025/779, 15.4.2025).

³ Directive 2009/43/CE du Parlement européen et du Conseil du 6 mai 2009 simplifiant les conditions des transferts de produits liés à la défense dans la Communauté (JO L 146 du 10.6.2009, p. 1).

En complément du présent rapport, les données relatives aux exportations d'armes des États membres de l'UE peuvent également être consultées en ligne⁴. Le système en ligne comporte des informations sur la valeur des autorisations d'exportation d'armes de tous les États membres de l'UE, sur le type d'armes et leur destination, ainsi que sur les exportations effectives des États membres de l'UE qui communiquent ces informations. Il propose plusieurs représentations graphiques et outils pour composer un large éventail de compilations analytiques à l'intention de tous ceux qui s'intéressent à la valeur des exportations d'armes européennes, aux équipements militaires concernés et à leur destination. Si le système en ligne permet aux utilisateurs de consulter des données d'une manière plus conviviale, c'est le rapport publié au Journal officiel de l'UE qui reste la principale source d'information.

I. MISE EN ŒUVRE DE LA POSITION COMMUNE 2008/944/PESC (ci-après dénommée "position commune")

1. Réunions dans le cadre du dialogue politique

Dans le cadre du dialogue politique, des réunions consacrées aux questions relatives au contrôle des exportations d'armes ont été tenues par le SEAE avec la Norvège et les États-Unis en 2024. Elles ont permis des échanges fructueux sur des questions d'intérêt mutuel, telles que les politiques d'exportation vers certaines destinations, des questions ayant trait au respect des dispositions et au contrôle, et le traité sur le commerce des armes. En outre, les États-Unis ont participé à une réunion du groupe COARM afin de discuter avec les États membres de l'UE de questions relatives au contrôle des exportations d'armes.

2. Dialogue avec les parties prenantes: Parlement européen, société civile et industrie

Le SEAE a répondu à des questions parlementaires posées par des membres du Parlement européen en ce qui concerne les exportations d'armes.

Conformément à la pratique antérieure, des réunions du groupe COARM avec des entités extérieures, y compris le chef de la division ukrainienne chargée du contrôle des exportations, la direction générale de la sécurité internationale et de la coopération militaire et technique du ministère des affaires étrangères ukrainien, des organisations non gouvernementales (telles que le CICR et Saferworld) et des entreprises (Conflict Armament Research), ont été organisées régulièrement.

Le forum COARM-ONG, organisé par Saferworld avec le concours du SEAE, a eu lieu le 18 avril 2024. Le groupe COARM a également invité à ses réunions des représentants de l'industrie européenne de la défense (ASD), et a tenu des débats auxquels ont participé des groupes de réflexion travaillant sur des sujets liés au commerce des armes (consortium de l'UE chargé de la non-prolifération et du désarmement).

⁴ <https://webgate.ec.europa.eu/ceasgap/sense/app/75fd8e6e-68ac-42dd-a078-f616633118bb/sheet/74299ecd-7a90-4b89-a509-92c9b96b86ba/state/analysis>

3. Actions de communication

L'article 11 de la position commune prévoit que "les États membres font tout ce qui est en leur pouvoir pour encourager les autres États exportateurs de technologie ou d'équipements militaires à appliquer les critères de la [...] position commune". La promotion de contrôles nationaux efficaces des exportations d'armes ainsi que des principes et critères énoncés dans la position commune dans certains pays tiers s'est déroulée dans le cadre de la mise en œuvre de la décision (PESC) 2023/2539 du Conseil⁵ exécutée par l'Office fédéral allemand de l'économie et du contrôle des exportations (BAFA) (Actions de communication sur les armes conventionnelles, phase VI).

Les efforts de communication de l'UE à l'intention des pays tiers se sont également poursuivis en ce qui concerne l'universalisation et la mise en œuvre du traité sur le commerce des armes, des activités ayant été menées par le BAFA et Expertise France au titre de la décision (PESC) 2021/2309 du Conseil⁶ (Actions de communication sur le TCA, phase III), ainsi que par le secrétariat du traité sur le commerce des armes au titre de la décision (PESC) 2023/2296 du Conseil⁷. De plus amples informations figurent ci-après et à l'annexe D.

4. Réexamen de la position commune 2008/944/PESC (ci-après dénommée "position commune")

En 2024, le groupe COARM a poursuivi ses travaux sur la mise en œuvre des résultats attendus dont il est fait état dans les conclusions du Conseil⁸ sur le réexamen 2019 de la position commune.

Depuis 2022, le SEAE gère une base de données interne dont les pages par pays comportent des informations pertinentes sur les destinations actuelles et potentielles des exportations européennes d'équipements militaires. Elle comprend un document interne de bonnes pratiques contenant des éléments relatifs à la mise en place d'un système national de déclaration des exportations effectives. La base de données n'est accessible qu'aux agents des États membres de l'UE chargés de délivrer les autorisations et au SEAE. Elle a pour but de contribuer à une plus grande convergence dans l'application de la position commune par les États membres.

⁵ Décision (PESC) 2023/2539 du Conseil du 13 novembre 2023 à l'appui d'un projet relatif à la promotion d'un contrôle efficace des exportations d'armes (JO L, 2023/2539, 14.11.2023).

⁶ Décision (PESC) 2021/2309 du Conseil du 22 décembre 2021 concernant les activités de communication de l'Union à l'appui de la mise en œuvre du traité sur le commerce des armes (JO L 461 du 27.12.2021, p. 78).

⁷ Décision (PESC) 2023/2296 du Conseil du 23 octobre 2023 concernant le soutien de l'Union aux activités du secrétariat du traité sur le commerce des armes à l'appui de la mise en œuvre du traité sur le commerce des armes (JO L, 2023/2296, 24.10.2023).

⁸

<https://webportal.consilium.eu.int/econsilium/api/documentDownload?id=ST+12195+2019+INIT&lang=FR&inline=true>

Au point 14 de ses conclusions de 2019, le Conseil a chargé le groupe COARM de réévaluer la mise en œuvre de la position commune dans cinq ans (2024). Le processus de réexamen a débuté en 2022 et s'est poursuivi tout au long de 2024, d'abord au sein de trois groupes de réflexion composés de représentants des États membres, puis par la négociation, au sein du groupe COARM, de mises à jour de la position commune et du guide d'utilisation, et de nouvelles conclusions du Conseil de l'UE sur le contrôle des exportations d'armes⁹.

5. Notifications de refus et consultations

La position commune prévoit la notification des refus d'autorisations. Elle prévoit aussi un processus de consultation lorsqu'un État membre examine une demande d'autorisation pour une opération globalement identique à une opération qui a été refusée par un autre État membre. Ce processus s'effectue au moyen du système en ligne du groupe COARM. Ce système a déjà démontré qu'il renforce la transparence entre les États membres en ce qui concerne certains pays de destination finale et utilisateurs finaux.

Le nombre de refus notifiés est indiqué à la ligne d) des tableaux figurant à l'annexe A.I, par destination et pour chacune des catégories figurant sur la liste des équipements militaires. Le nombre de consultations émises et reçues par chaque État membre ainsi que le nombre de consultations par destination figurent aux annexes B.I et B.II.

Les entreprises de défense des États membres ont généralement connaissance des restrictions imposées aux politiques d'exportation d'armes et s'abstiendront le plus souvent de demander une autorisation si elles savent qu'elle est susceptible d'être refusée. Un faible nombre de refus n'indique donc pas à quel point la politique d'exportation est restrictive ou non en ce qui concerne certaines destinations. Par ailleurs, les embargos sur les armes imposés par l'UE¹⁰ sont des interdictions générales d'accorder des autorisations pour ces destinations.

⁹ Les trois textes ont été adoptés le 14 avril 2025: 1) Décision (PESC) 2025/779 du Conseil du 14 avril 2025 modifiant la position commune 2008/944/PESC définissant des règles communes régissant le contrôle des exportations de technologie et d'équipements militaires (*JO L*, 2025/779, 15.4.2025); 2) *Guide d'utilisation* (<https://data.consilium.europa.eu/doc/document/ST-6881-2025-INIT/fr/pdf>); 3) *Conclusions du Conseil sur le contrôle des exportations d'armes* (<https://data.consilium.europa.eu/doc/document/ST-7534-2025-REV-1/fr/pdf>)

¹⁰ Voir l'outil public en ligne: [Carte des sanctions de l'UE](#).

6. Guide d'utilisation

Le guide d'utilisation est un instrument essentiel qui réunit les orientations arrêtées pour la mise en œuvre du dispositif de la position commune et l'interprétation des critères qui y sont énoncés. Il y est fait référence à l'article 13 de la position commune. Ce guide a été élaboré par le groupe COARM et fait l'objet de mises à jour périodiques: la dernière mise à jour, faite dans le cadre du réexamen de la position commune (2019), est restée d'actualité tout au long de l'année 2024¹¹. Il ne s'agit pas d'un acte juridiquement contraignant, mais il est approuvé par le Conseil.

Le guide d'utilisation s'adresse en premier lieu aux agents chargés de délivrer les autorisations d'exportation (et autres agents des services et organismes publics compétents), contribuant ainsi largement et de manière pragmatique à la convergence des politiques et procédures des États membres en matière de contrôle des exportations d'armes. En vue de soutenir la mise en œuvre des critères énoncés dans la position commune, ce guide expose les bonnes pratiques qui ont été élaborées par le groupe COARM sur la base des bonnes pratiques nationales et compte tenu des contributions d'autres parties concernées, dont la société civile. Ces bonnes pratiques visent à assurer une plus grande cohérence entre les États membres dans l'application des critères énoncés dans la position commune, par exemple par le recensement de facteurs à prendre en compte lors de l'évaluation des demandes d'autorisation d'exportation. Le processus de prise de décision s'appuie sur l'expertise que possèdent ces agents en ce qui concerne les questions régionales, juridiques, judiciaires et techniques ainsi que les questions liées au développement, à la sécurité et au domaine militaire.

Le guide est un document public disponible sur le site web du Service européen pour l'action extérieure¹². Sa publication vise à favoriser la transparence et la compréhension des motifs et des facteurs qui sous-tendent les décisions d'octroi d'autorisations effectives ou potentielles des États membres, même si les décisions elles-mêmes pourraient ne pas faire l'objet d'un contrôle externe.

La mise à jour du guide d'utilisation s'inscrit dans le cadre du processus de réexamen de la position commune 2008/944.

¹¹ Remplacée par un nouveau texte mis à jour le 14 avril 2025 (voir note de bas de page 9).

¹² https://www.ecas.europa.eu/ecas/disarmament-non-proliferation-and-arms-export-control-0_en (référence à la dernière version mise à jour, du 14 avril 2025).

7. Liste commune des équipements militaires de l'Union européenne

La liste commune des équipements militaires de l'UE énumère les articles militaires pour lesquels les États membres ont besoin d'autorisations d'exportation, conformément à l'article 12 de la position commune. Elle est identique à la liste des produits liés à la défense figurant à l'annexe de la directive 2009/43/CE¹³. La liste commune des équipements militaires de l'UE tient compte des modifications de la liste des munitions de l'arrangement de Wassenaar approuvées lors des réunions plénières de l'arrangement. La dernière liste commune des équipements militaires de l'UE en vigueur au cours de la période couverte par le présent rapport a été publiée au Journal officiel de l'Union européenne du 19 février 2024¹⁴, à la suite des modifications approuvées lors de la réunion plénière de l'arrangement de Wassenaar tenue les 4 et 5 décembre 2023¹⁵.

8. Courtage en armements

En vertu de l'article 5 de la position commune 2003/468/PESC du Conseil¹⁶, les États membres ont mis en place des arrangements particuliers pour l'échange d'informations concernant les licences de courtage accordées ou refusées. En outre, les États membres qui exigent des courtiers qu'ils obtiennent une autorisation écrite pour exercer une activité de courtage et/ou qui ont établi un registre des courtiers en armements ont mis en place des arrangements particuliers pour l'échange d'informations utiles concernant les courtiers inscrits au registre. Des informations sur les licences de courtage figurent à l'annexe A.III.

Des précisions sur la mise en œuvre au niveau national de la position commune 2003/468/PESC figurent à l'annexe C.

¹³ La liste actuelle des produits liés à la défense a été adoptée en vertu de la directive déléguée (UE) 2023/277 de la Commission du 5 octobre 2022 (JO L 42 du 10.2.2023, p. 1). Afin d'aligner l'annexe de la directive 2009/43/CE sur la liste commune actualisée des équipements militaires du 20 février 2023, une directive déléguée tenant compte des mises à jour sera publiée d'ici la fin de 2023.

¹⁴ JO C, C/2024/1945, 1.3.2024.

¹⁵ Pour plus de détails, voir le lien suivant: <https://www.wassenaar.org/>.

¹⁶ Position commune 2003/468/PESC du Conseil du 23 juin 2003 sur le contrôle du courtage en armements (JO L 156 du 25.6.2003, p. 79).

II. TRAITÉ SUR LE COMMERCE DES ARMES (TCA)

1. Participation au TCA: conférence des États parties

Comme lors des précédentes conférences des États parties, l'UE et ses États membres ont participé activement à l'ensemble du cycle préparatoire et à la dixième conférence des États parties (du 19 au 23 août 2024), qui ont mis l'accent sur le rôle de la coopération interservices, thème prioritaire de la présidence roumaine.

À cet égard, la conférence des États parties a encouragé les États parties: i) à partager leurs expériences par tous les moyens et sous toutes les formes prévus par le traité, y compris en mettant à jour les documents d'orientation volontaires existants en vue d'assurer la mise en œuvre du traité; ii) à inclure la coopération interservices dans les programmes de travail des groupes et sous-groupes de travail du traité; iii) à envisager l'élaboration d'un document volontaire à l'intention des États intéressés par l'élaboration de régimes nationaux; et iv) à soutenir le renforcement des capacités en matière de coopération interservices par l'intermédiaire du fonds d'affectation volontaire et d'autres formes de formation.

Les États parties ont également adopté les recommandations sur la mise en œuvre du traité, y compris les chapitres restants du guide volontaire pour la mise en œuvre des articles 6 et 7.

La conférence des États parties a procédé à un échange de vues sur l'universalisation du traité et a approuvé le fait que les efforts en matière d'universalisation se concentrent sur la région Asie-Pacifique.

En ce qui concerne la transparence et l'établissement de rapports, la conférence a adopté des recommandations visant à promouvoir l'utilisation des mécanismes d'assistance disponibles, y compris à l'appui du projet de renforcement des capacités financé par l'UE et mis en œuvre par le secrétariat du TCA ainsi que de l'initiative "champion régional de l'établissement de rapports" ("regional reporting champion"). Les États se sont déclarés préoccupés par une tendance inquiétante à la baisse des taux d'établissement de rapports: en 2023, seuls 57 % des rapports annuels ont été présentés, un cinquième des États parties n'a jamais présenté de rapport et, parmi les États ayant présenté des rapports, seuls 23 % ont rendu public leur rapport initial, ce qui fait de la transparence l'un des objectifs du traité les plus difficiles à atteindre.

La conférence a en outre encouragé la poursuite, au sein des groupes de travail du TCA (dont chacun disposera d'un point de contact pour les questions d'égalité de genre), des échanges de pratiques nationales en matière de prévention de la violence fondée sur le genre et de lutte contre ce phénomène, et a demandé que soit envisagée la création d'une base de données de ressources sur le site web du TCA.

Tout au long de la conférence, l'UE a été très présente et visible, faisant sept déclarations sur tous les sujets (sujet proposé par la présidence – coopération interservices, débat général, mise en œuvre effective du traité, universalisation, transparence et établissement de rapports, secrétariat et contributions financières), soulignant qu'elle soutenait résolument la mise en œuvre effective et l'universalisation du TCA et appelant tous les États à s'abstenir de procéder à des transferts d'armes vers la Russie. Le rôle important de l'UE dans le traité a été largement reconnu, en particulier par les pays bénéficiant de programmes de sensibilisation et de projets financés par l'UE et mis en œuvre par le secrétariat du TCA. De plus, l'UE a organisé deux manifestations parallèles: 1) un événement consacré au programme d'appui de l'UE à la mise en œuvre du TCA, organisé par les agents chargés de sa mise en œuvre, Expertise France et l'Office fédéral allemand de l'économie et du contrôle des exportations (BAFA), ainsi que 2) un événement consacré au système de validation de la gestion des armes et des munitions (SVGAM), projet financé par l'UE et mis en œuvre par le Centre international de déminage humanitaire de Genève et son équipe consultative pour la gestion des munitions (CIDHG-AMAT).

2. Programme d'appui de l'UE à la mise en œuvre du TCA

Alors que le TCA est entré en vigueur il y a 10 ans et qu'il compte à ce jour¹⁷ 116 États parties, des difficultés subsistent quant à son universalisation et à sa mise en œuvre effective par les États parties.

Afin de contribuer à relever ces défis, l'UE continue de financer en faveur des pays tiers un programme d'appui à la mise en œuvre¹⁸. Ce programme est mis en œuvre à la fois par l'Office fédéral allemand de l'économie et du contrôle des exportations (BAFA) et par Expertise France. Il aide les pays tiers, à leur demande, à renforcer leurs systèmes de contrôle des transferts d'armes, conformément aux exigences du traité. Le détail des activités pour l'année 2024 figure à l'annexe D.

3. Soutien au secrétariat du TCA

Par l'adoption de la décision (PESC) 2023/2296 du Conseil¹⁹, le Conseil est convenu de soutenir le secrétariat du traité sur le commerce des armes dans ses activités axées sur la mise en œuvre du traité. Cette décision est conforme à l'objectif général de l'UE consistant à renforcer le cadre multilatéral, y compris dans le domaine du contrôle des exportations d'armes. Le détail des activités pour l'année 2024 figure à l'annexe D.

¹⁷ Fin 2024.

¹⁸ Décision (PESC) 2021/2309 du Conseil du 22 décembre 2021 concernant les activités de communication de l'Union à l'appui de la mise en œuvre du traité sur le commerce des armes (JO L 461 du 27.12.2021, p. 78).

¹⁹ Décision (PESC) 2023/2296 du Conseil du 23 octobre 2023 concernant le soutien de l'Union aux activités du secrétariat du traité sur le commerce des armes à l'appui de la mise en œuvre du traité sur le commerce des armes (JO L, 2023/2296, 24.10.2023).

III. ORIENTATIONS PRIORITAIRES À L'INTENTION DU GROUPE COARM POUR LE PROCHE AVENIR

En 2025, le groupe COARM devrait, entre autres, et en plus de ses tâches permanentes:

- poursuivre le réexamen de la position commune 2008/944/PESC du 8 décembre 2008 définissant des règles communes régissant le contrôle des exportations de technologie et d'équipements militaires, avec l'adoption par le Conseil d'une position commune mise à jour et de son guide d'utilisation, ainsi que de conclusions du Conseil;
- mettre en œuvre la position commune révisée et les tâches définies dans les conclusions du Conseil sur le contrôle des exportations d'armes;
- adopter et mettre en place des méthodes de travail améliorées pour le groupe COARM;
- adopter des principes et des mécanismes visant à faciliter, au sein de l'Union, le transfert et les exportations d'équipements ou de technologies militaires issus de la coopération intergouvernementale et/ou industrielle, cofinancés par les États membres de l'UE participants et/ou subventionnés par des fonds européens;
- poursuivre la coordination du soutien à l'Ukraine en matière de prévention du détournement des armes légères et de petit calibre, en organisant des échanges informels réguliers entre les États membres et les institutions de l'UE en marge des réunions du groupe COARM et en supervisant la mise en œuvre des décisions (PESC) du Conseil qui s'y rapportent;
- évaluer les conséquences susceptibles de découler de l'arrêt de la CJUE dans l'affaire C-351/22 (Neves) pour le cadre juridique de l'UE en matière de contrôle des exportations d'armes;
- superviser la mise en œuvre de la clause de "non-réexportation vers la Russie": article 12 *octies* du règlement (UE) n° 833/2014 du Conseil;
- le cas échéant, s'engager dans la défense et le renforcement des régimes multilatéraux de contrôle des exportations.

Le groupe COARM devrait continuer à se rapprocher activement d'autres groupes concernés afin d'établir des liens avec les domaines de travail connexes, notamment le groupe "Biens à double usage".

IV. MESURES D'ASSISTANCE AU TITRE DE LA FACILITÉ EUROPÉENNE POUR LA PAIX

Quatre ans après la création de la FEP, la mise en œuvre des mesures d'assistance adoptées au titre de celle-ci est désormais suffisamment avancée pour que les soutiens décidés soient bien engagés et produisent des résultats concrets. Le double rôle de la facilité, qui consiste à fournir une assistance militaire aux pays tiers et à financer les coûts communs des missions et opérations militaires relevant de la PSDC, a permis de renforcer les architectures de sécurité régionales et d'inciter des États tiers à renforcer leurs partenariats avec l'UE et à coopérer à la réalisation d'objectifs communs en matière de politique de sécurité.

De portée mondiale, la FEP fournit un soutien dans les domaines militaire et de la défense à plusieurs régions du monde afin de prévenir les conflits, de préserver la paix et de renforcer la sécurité et la stabilité internationales, ainsi que de promouvoir le droit international relatif aux droits de l'homme et le droit international humanitaire. Au 31 décembre 2024, des mesures d'assistance en faveur de 26 partenaires avaient été adoptées.

Dans l'ensemble, la FEP a contribué à renforcer la position de l'UE en tant que garant fiable de la sécurité dans le monde entier et à accroître sa visibilité dans ces pays partenaires. La FEP permet à la fois d'apporter un soutien opérationnel concret et à aider l'UE, dans un contexte géopolitique marqué par une compétition croissante, à s'ériger en partenaire fiable capable d'obtenir des résultats dans des délais relativement rapides, tout en favorisant une forte prise en main au niveau local.

Dans de nombreux cas, le soutien apporté par la FEP a permis d'engager des discussions plus concrètes avec les pays partenaires quant à leurs besoins ayant trait au développement de la défense, y compris des projets de transformation dans ce domaine, et a offert à l'UE l'occasion d'approfondir son appréciation de la situation en ce qui concerne la préparation de certains partenaires en matière de défense. Il a également contribué à la tenue d'échanges plus approfondis avec les États membres de l'UE et les partenaires internationaux sur le terrain et de discussions plus éclairées avec l'OTAN et la Commission de l'Union africaine (CUA), le cas échéant.

Chaque proposition du haut représentant relative à une mesure d'assistance au titre de la FEP est accompagnée d'une analyse de la sensibilité aux conflits et du contexte, ainsi que d'analyses de risque et d'impact, de dispositions en matière de suivi et de garanties, ainsi que de mesures d'atténuation, le cas échéant, y compris dans le contexte de la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine. Ces mesures intégrées visent à assurer la conformité de l'aide financée par la FEP avec le droit international relatif aux droits de l'homme, le droit international humanitaire et le cadre de l'UE en matière de contrôle des exportations d'armes. Si un bénéficiaire manque à ses obligations, le Conseil peut suspendre l'aide financée par la FEP ou y mettre fin, comme cela a déjà été le cas pour le Mali et le Niger.

1. Mesures d'assistance en faveur des partenaires en Afrique

1.1. Mesures d'assistance prenant la forme d'un programme général de soutien à l'Union africaine (UA)

Le 21 avril 2022, le Conseil a adopté la décision (PESC) 2022/667 relative à une deuxième mesure d'assistance prenant la forme d'un programme général de soutien à l'UA, cette fois pour la période 2022-2024 (AM/GP-AU 2022-2024), et qui prévoyait initialement un montant de référence financière de 600 millions d'euros. En outre, un montant de 4 millions d'euros provenant de la mesure d'assistance visant à soutenir les forces armées de la République du Mali en liaison avec la mission de formation de l'Union européenne au Mali, mesure qui a été suspendue, a été réaffecté à ce programme.

Le 22 juillet 2024, le Conseil a adopté la décision (PESC) 2024/2034, qui permet, dans le cadre de cette mesure d'assistance prenant la forme d'un programme général, de financer des actions approuvées par le Comité politique et de sécurité (COPS) jusqu'au 31 décembre 2025, de sorte que l'affectation des fonds restants puisse se poursuivre pendant une année supplémentaire par rapport à ce qui était initialement prévu.

Les appels à contributions se sont élevés à 135 millions d'euros en 2022, à 106 millions d'euros en 2023 et à 134,8 millions d'euros au 31 décembre 2024.

Sur la base des recommandations du haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, le COPS a approuvé trois actions au titre de cette mesure d'assistance en 2022, trois actions en 2023 et trois autres en 2024.

1.1.1. Soutien à la mission de transition de l'UA en Somalie (ATMIS)

Outre le soutien qui avait été décidé pour la période 2021-2023, le COPS a approuvé, le 16 avril 2024, une action destinée à soutenir la composante militaire de l'ATMIS pour la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2024, d'un montant de 70 millions d'euros. À l'instar des actions précédentes, celle-ci avait pour but de permettre à la composante militaire de l'ATMIS de s'acquitter de son mandat, l'accent étant mis sur le transfert progressif des responsabilités en matière de sécurité aux forces de sécurité somaliennes, conformément aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité de l'ONU et au plan de transition somalien.

Type de soutien: indemnités versées aux troupes en provenance d'Ouganda, du Burundi, du Kenya, de Djibouti et d'Éthiopie, indemnités de mission pour les officiers de haut rang et indemnités en cas de décès ou de handicap.

1.1.2. Soutien à l'armée nationale somalienne (SNA)

Outre le soutien qui avait été décidé en 2021 (SNA II) et en 2023 (SNA III), le COPS a approuvé, le 16 avril 2024, une troisième action (SNA IV) destinée à soutenir l'armée nationale somalienne, d'un montant de 40 millions d'euros. Cette mesure vise à apporter une assistance supplémentaire à l'armée nationale somalienne en lui fournissant des équipements non conçus pour libérer une force létale afin de combler les lacunes en matière d'équipements nécessaires au maintien et à l'extension des opérations actuellement menées contre Al-Chabab. L'objectif général est de renforcer les capacités et les moyens militaires et de défense du gouvernement fédéral somalien et de soutenir la coopération entre l'UE et ce dernier dans le domaine de la sécurité et de la défense.

Type de soutien: équipements individuels et collectifs pour les unités prioritaires de l'armée nationale somalienne, soutien à la construction et à la rénovation de casernes, de centres de formation, d'hôpitaux militaires et d'autres installations essentielles à travers la Somalie afin de renforcer les capacités et les moyens de l'ensemble des forces et d'améliorer les temps de réaction pendant les opérations; munitions d'entraînement.

1.1.3. Soutien à la force multinationale mixte contre Boko Haram (MNJTF)

Outre le soutien qui avait été décidé en 2021 (MNJTF 2022) et en 2023 (MNJTF 2023-2024), le COPS a approuvé, le 13 novembre 2024, une troisième action (MNJTF 2025) destinée à soutenir la force multinationale mixte, d'un montant de 30 millions d'euros. Le soutien proposé s'appuie sur la coopération de longue date de l'UE avec la Commission de l'Union africaine (CUA), la Commission du bassin du lac Tchad (CBLT) et la MNJTF et permet d'assurer la poursuite de l'assistance actuellement fournie par l'intermédiaire de la CUA au titre de la FEP jusqu'au 31 décembre 2026. L'UE reste le principal contributeur à la MNJTF, avec une aide d'un montant de millions d'euros apportée en 2024. Le soutien de l'UE s'est avéré crucial pour renforcer les capacités de la MNJTF, sa réactivité et la coordination entre ses contingents. À plusieurs reprises, la MNJTF et la Commission du bassin du lac Tchad (CBLT) ont toutes deux salué le partenariat constructif et la bonne collaboration entre l'UE et la MNJTF dans la lutte contre Boko Haram. En particulier, le soutien apporté par l'UE à la MNJTF est essentiel pour lui permettre d'être opérationnelle sur le terrain et de s'acquitter de son mandat en contribuant au renforcement de ses capacités, notamment dans les domaines suivants: i) planification et coordination des opérations militaires; ii) renseignement, surveillance et reconnaissance (ISR); iii) protection des troupes durant les opérations; iv) soutien médical; v) mobilité nautique, aérienne et terrestre; vi) formations en matière de droit international humanitaire et de droit international relatif aux droits de l'homme, et respect des dispositions applicables.

Type de soutien: soutien financier au personnel militaire et civil; soutien aux activités et services liés à la médecine, aux transports et à la coordination civilo-militaire; formation des soldats de la MNJTF aux opérations de lutte contre les EEI et aux opérations antidrones, au sauvetage de combat ainsi qu'à l'analyse et à l'interprétation des données; fourniture de quatre systèmes de drones et d'un simulateur pour la formation au pilotage de drones et aux opérations antidrones.

1.1.4. Soutien à la force conjointe du G5 Sahel (FC-G5S)

Lors du débat que le Conseil des affaires étrangères a consacré au Sahel le 19 février 2024, le haut représentant a proposé d'adapter l'approche politique de l'UE à l'égard du Sahel, y compris en adaptant le soutien apporté par l'UE au G5 Sahel afin de consolider les acquis et de mettre fin à sa dimension régionale. Par conséquent, le soutien décidé en décembre 2021 en faveur de la force conjointe du G5 Sahel a été réorienté au profit des forces de sécurité tchadiennes et mauritaniennes. Il convient de suivre de près l'évolution de la situation politique au Tchad à la lumière des prochaines élections législatives et locales, ainsi que les développements récents ayant trait à la coopération en matière de défense avec la Russie, car cela pourrait avoir une incidence sur le soutien apporté dans le cadre de la FEP.

Type de soutien: dispositifs techniques, travaux d'infrastructure, capacités de maintenance.

1.1.5. Soutien à la mission de la CDAA au Mozambique (SAMIM)

Le 8 décembre 2022, le COPS a approuvé une action de soutien à la mission de la Communauté de développement de l'Afrique australe (CDAA) au Mozambique (SAMIM)²⁰ pour un montant de 15 millions d'euros.

Cette action a consisté en la fourniture d'équipements visant à soutenir la composante militaire de la SAMIM déployée dans la province de Cabo Delgado au Mozambique, y compris des moyens de mobilité, des dispositifs technologiques et des équipements médicaux, ainsi qu'un volet consacré aux infrastructures visant à améliorer deux bases opérationnelles avancées (BOA).

À la fin de janvier 2024, le secrétaire exécutif de la CDAA a confirmé publiquement le retrait progressif de la SAMIM d'ici au 15 juillet 2024.

Dans le cadre de son retrait, la SAMIM a remis l'ensemble du matériel restant qui avait été mis à la disposition des forces armées mozambicaines dans le cadre de la FEP en vue d'une utilisation future, conformément à la recommandation du COPS relative au soutien à la mission de la SADC au Mozambique (SAMIM) au titre de la mesure d'assistance prenant la forme d'un programme général de soutien à l'Union africaine dans le cadre de la Facilité européenne pour la paix pour la période 2022-2024 (doc. 11772/22).

Type de soutien: fortifications et conteneurs de stockage pour les camps, matériel médical, moyens de mobilité et dispositifs technologiques.

1.2. Mesures d'assistance bilatérale en Afrique

1.2.1. Mali

La mesure d'assistance visant à soutenir les forces armées de la République du Mali en liaison avec la mission de formation de l'Union européenne au Mali (EUTM Mali) reste totalement suspendue, ainsi que l'a décidé le COPS le 30 mai 2023. Cela a permis d'affecter les fonds y afférents à d'autres mesures d'assistance en 2023, notamment pour le Bénin, le Ghana et l'armée nationale somalienne.

Type de soutien: aucun équipement ni aucune infrastructure n'a été fourni.

²⁰ Parmi les 16 États membres de la CDAA, 10 fournissent du personnel à la SAMIM: l'Afrique du Sud, l'Angola, le Botswana, la République démocratique du Congo, le Lesotho, le Malawi, la Namibie, la Tanzanie, la Zambie et le Zimbabwe. L'Afrique du Sud, le Botswana, le Lesotho et la Tanzanie fournissent en outre des troupes de combat.

1.2.2. Mozambique

À la suite de la mise en place de l'EUTM Mozambique le 12 juillet 2021, le Conseil a approuvé une mesure d'urgence de 4 millions d'EUR le 30 juillet 2021 et a adopté, le 19 novembre 2021, la décision (PESC) 2021/2032 relative à une mesure d'assistance de 40 millions d'EUR afin de soutenir cinq unités militaires formées par l'EUTM Mozambique. Le 21 avril 2022, le Conseil a adopté la décision (PESC) 2022/668 afin d'augmenter de 45 millions d'EUR le montant de référence de la mesure d'assistance et répondre ainsi aux besoins de l'ensemble des onze unités à former. Le soutien total apporté au Mozambique au titre de cette mesure d'assistance et de la mesure d'urgence s'élève à 89 millions d'EUR.

Ce soutien a permis aux unités susmentionnées de développer les capacités nécessaires et durables pour rétablir la sûreté et la sécurité dans la province de Cabo Delgado, dans le nord du Mozambique, et faire ainsi en sorte que des services répressifs responsables y soient présents pour protéger la population civile, et que des structures étatiques responsables y reviennent pour y fournir des services. Les équipements sont fournis exclusivement aux unités formées par l'EUTM Mozambique.

Type de soutien: équipements personnels et collectifs, moyens de mobilité terrestres, dispositifs techniques et hôpital de campagne.

1.2.3. Rwanda

Le 1^{er} décembre 2022, le Conseil a adopté la décision (PESC) 2022/2354 du Conseil relative à une mesure d'assistance visant à soutenir le déploiement des forces rwandaises de défense (FRD) au Mozambique, qui prévoit un montant de référence financière de 20 millions d'EUR. Le 18 novembre 2024, le Conseil a adopté la décision (PESC) 2024/2880 du Conseil afin de maintenir ce soutien pour une année de plus, un montant supplémentaire de 20 millions d'EUR étant par ailleurs prévu.

Ce soutien au titre de la FEP témoigne du soutien de l'UE en faveur de "solutions africaines aux problèmes africains" et constitue une contribution concrète à la lutte mondiale contre le terrorisme.

À la demande des autorités mozambicaines, et pour compenser en partie le retrait de la SAMIM, le Rwanda a déployé deux groupements tactiques supplémentaires des FRD et a étendu sa zone d'opérations. Le déploiement rwandais couvre actuellement les districts de Palma, de Mocimboa da Praia, de Macomia et d'Ancuabe.

Les attaques menées par les insurgés se multiplient depuis le retrait de la SAMIM. Par conséquent, le renforcement de la présence des FRD intervient à un moment critique pour éviter que ne se crée un vide sécuritaire, en s'appuyant sur les gains importants obtenus jusqu'à présent. Le soutien au titre de la FEP en faveur du déploiement des FRD à Cabo Delgado est régulièrement salué par les autorités mozambicaines.

La mesure d'assistance a pour objectif de couvrir les coûts supplémentaires engendrés par la poursuite du déploiement d'unités des FRD dans la province de Cabo Delgado, dans le nord du Mozambique, afin d'étendre, de protéger et de conserver ces gains territoriaux et tactiques. Cela devrait permettre d'assurer la sécurité et la protection des civils dans les provinces du nord du Mozambique et de faciliter le retour des services répressifs et d'autres structures étatiques responsables qui fournissent des services à la population.

Le soutien apporté au titre de cette mesure d'assistance contribue à couvrir les coûts liés à l'acquisition de kits d'équipements de base individuels pour les soldats²¹ et le financement du transport aérien des troupes, des fournitures et des équipements directement liés aux opérations des FRD à Cabo Delgado.

Type de soutien: équipements personnels et collectifs, soutien financier pour couvrir les coûts liés au transport aérien stratégique.

1.2.4. Niger

Le 18 juillet 2022, le Conseil a adopté la décision (PESC) 2022/1236 relative à une mesure d'assistance afin de soutenir les forces armées nigériennes, qui prévoit un montant de référence financière de 25 millions d'EUR.

Le 7 mars 2023, le Conseil a adopté la décision (PESC) 2023/509 relative à une mesure d'assistance afin de soutenir les forces armées nigériennes en liaison avec la mission de partenariat militaire de l'Union européenne au Niger (EUMPM Niger), qui prévoit un montant de référence financière de 40 millions d'EUR.

Le 10 juin 2023, le Conseil a adopté la décision (PESC) 2023/1136 relative à une mesure d'assistance afin de soutenir les forces armées nigériennes à l'aide d'équipements militaires conçus pour libérer une force létale, qui prévoit un montant de référence financière de 4,7 millions d'EUR. Le même jour, le Conseil a adopté la décision (PESC) 2023/1137 relative à une mesure d'assistance destinée à financer des activités supplémentaires qui complètent la fourniture d'équipements militaires aux forces armées nigériennes, un montant de référence financière de 0,3 million d'EUR étant prévu dans ce cadre.

²¹ Limités aux équipements qui ne figurent pas sur la liste commune des équipements militaires dans le cadre de la deuxième phase de soutien, adoptée le 18 novembre 2024.

L'objectif général de ces mesures d'assistance était de renforcer les capacités et la résilience des forces armées nigériennes afin de défendre l'intégrité territoriale et la souveraineté du Niger, et de mieux protéger la population civile, y compris contre la menace terroriste croissante.

À la suite du coup d'État perpétré au Niger en juillet 2023, le haut représentant a décidé de suspendre provisoirement ces mesures d'assistance.

Type de soutien: aucun équipement ni aucune infrastructure n'a été fourni au Niger au titre de ces mesures d'assistance.

1.2.5. Mauritanie

Le 1^{er} décembre 2022, le Conseil a adopté la décision (PESC) 2022/2355 relative à une mesure d'assistance afin de soutenir les forces armées mauritaniennes, qui prévoit un montant de référence financière de 12 millions d'EUR. Le 22 juillet 2024, le Conseil a adopté la décision (PESC) 2024/2015 relative à une deuxième mesure d'assistance pour soutenir les forces armées mauritaniennes.

La mesure d'assistance adoptée en 2022 vise à soutenir les forces armées mauritaniennes dans les efforts qu'elles déploient pour mieux répondre aux menaces qui pèsent sur la sécurité de la Mauritanie et de la région. À cette fin, la mesure d'assistance vise à améliorer les capacités militaires de deux bataillons prédéterminés des forces armées mauritaniennes (*bataillon des fusiliers marins de Rosso et bataillon des fusiliers de l'air*), ainsi que les capacités médicales in situ des forces armées mauritaniennes à la frontière avec le Mali et le Sahara occidental (centres médicaux militaires dans les régions militaires 2 et 3).

La mesure d'assistance adoptée en 2024 a pour objectif de soutenir les capacités de surveillance et de dissuasion terrestres et maritimes de la Mauritanie, et de renforcer la protection de son territoire national et de ses eaux territoriales. Cette mesure permettra par ailleurs de lutter contre les activités illégales en mer qui sont susceptibles de porter atteinte à la sécurité et à l'autorité de la Mauritanie, ce qui contribuera à maintenir la stabilité de la Mauritanie, et de créer de meilleures conditions de sécurité pour la population civile dans le pays et la région.

Type de soutien: drones, patrouilleurs à flottabilité rigide, docks flottants, autres équipements nautiques et radios, équipements de protection individuelle (jumelles de vision nocturne, étuis magnétiques pour les jumelles de vision nocturne, casques de protection, gilets pare-balles et gilets tactiques), et matériel médical (notamment deux véhicules opérationnels devant servir d'ambulances, ainsi que du matériel chirurgical et de soins intensifs).

1.2.6. Ghana

Le Conseil a adopté deux mesures d'assistance (en juillet 2023 et en avril 2024) visant à soutenir les forces armées du Ghana avec un montant total de 33,5 millions d'EUR afin d'éviter la propagation de la menace terroriste provenant de la région du Sahel; la mise en œuvre de ces mesures est actuellement en cours.

Le soutien au titre de la FEP s'inscrit dans le contexte du renforcement des relations entre l'UE et le Ghana. Il réaffirme l'attachement de l'UE à la paix et à la stabilité en Afrique de l'Ouest, le Ghana étant un partenaire de premier plan. À la faveur en particulier de la livraison de 105 véhicules saisis par l'opération EUNAVFOR MED IRINI en octobre 2023, la FEP a été perçue comme changeant la donne et a elle renforcé l'image de l'UE en tant que partenaire fiable en matière de sécurité, apportant un soutien essentiel aux forces armées. Dans le même ordre d'idées, une cérémonie de remise d'équipements financés par la FEP (équipement de génie lourd, bateaux) a eu lieu le 26 février 2025, en présence du ministre ghanéen de la Défense, du conseiller pour la sécurité nationale et de l'ambassadeur de l'UE. Grâce également au soutien apporté au titre de la FEP, l'UE constitue désormais le principal partenaire du Ghana en matière de sécurité et de défense. La réussite de la FEP réside dans son approche sur mesure et axée sur le partenariat, qui a permis de créer un climat de confiance entre l'UE et le Ghana.

Type de soutien: véhicules militarisés, matériel d'imagerie, équipement de génie lourd (niveleuses, chargeuses sur pneus, tractopelles et camions bennes), équipements destinés à la neutralisation des explosifs et munitions, bateaux à déploiement rapide, bateaux pliables et moteurs hors-bord.

1.2.7. République démocratique du Congo

Le 20 juillet 2023, le Conseil a adopté la décision (PESC) 2023/1518 relative à une mesure d'assistance afin de soutenir les forces armées de la République démocratique du Congo (RDC), qui prévoit un montant de référence financière de 20 millions d'EUR.

Grâce à cette mesure d'assistance, l'UE fournit à la 31^e brigade de réaction rapide des forces armées de la RDC (FARDC) des équipements individuels de base non létaux, tels que des kits de survie militaires (kits commandos), des trousse de premiers secours et des vêtements, ainsi que des équipements collectifs, tels que des kits de lutte contre les EEI, des véhicules et des radios. La mesure en question soutiendra également la réhabilitation du quartier général de la brigade à Kindu (province de Maniema).

Cette 31^e brigade de réaction rapide est active dans l'est de la RDC et le soutien de l'UE renforcera les capacités et la résilience des FARDC dans une région marquée par la présence de plus d'une centaine de groupes armés.

Type de soutien: équipements individuels, tels que des kits de survie militaires (kits commandos), des trousseaux de premiers secours et des vêtements, ainsi que des équipements collectifs, tels que des kits de lutte contre les EEI, des véhicules et des radios.

1.2.8. Bénin

Le 25 septembre 2023, le Conseil a adopté la décision (PESC) 2023/2062 relative à une mesure d'assistance afin de soutenir les forces armées béninoises, qui prévoit un montant de référence financière de 11,75 millions d'EUR. Grâce à cette mesure d'assistance, l'UE fournira un aéronef de renseignement, de surveillance et de reconnaissance (ISR) et des systèmes aériens sans pilote (UAV), y compris des pièces de rechange et une formation à la maintenance. Cette mesure visera plus particulièrement à soutenir l'opération Mirador, déployée dans le nord du Bénin depuis 2022.

Le 21 mai 2024, le Conseil a adopté la décision (PESC) 2024/1455 relative à une deuxième mesure d'assistance afin de renforcer les capacités des forces armées béninoises au moyen d'équipements non létaux, qui prévoit un montant de référence financière de 25 millions d'EUR.

Le 15 juillet 2024, le Conseil a adopté la décision (PESC) 2024/1980 relative à une troisième mesure d'assistance afin de soutenir les forces armées béninoises à l'aide d'équipements militaires conçus pour libérer une force létale, qui prévoit un montant de référence financière de 5 millions d'EUR.

Type de soutien: aéronef de renseignement, de surveillance et de reconnaissance, et systèmes aériens sans pilote, y compris des pièces de rechange et une formation à la maintenance, des formations qualifiantes pour les pilotes et en matière de drones, des capacités médicales.

1.2.9. Côte d'Ivoire

Le 29 avril 2024, le Conseil a adopté la décision (PESC) 2024/1248 relative à une mesure d'assistance afin de soutenir les forces armées de la Côte d'Ivoire.

Cette mesure d'assistance vise à renforcer les capacités opérationnelles des forces armées de la Côte d'Ivoire afin de sécuriser les zones proches des frontières terrestres et de lutter contre les groupes armés non étatiques qui déstabilisent le pays et l'ensemble de la région de l'Afrique de l'Ouest.

Type de soutien: capacités en matière d'UAV, notamment des formations et des équipements d'entraînement, deux simulateurs de drones.

1.2.10. Mesure d'assistance afin de soutenir l'armée nationale somalienne à l'aide d'équipements militaires conçus pour libérer une force létale

Le 27 novembre 2023, le Conseil a approuvé une mesure d'assistance afin de soutenir l'armée nationale somalienne à l'aide d'équipements militaires conçus pour libérer une force létale, qui prévoit un montant de référence financière de 1 million d'EUR.

Cette mesure d'assistance a pour objectif de renforcer la capacité de l'armée nationale somalienne à être formée au centre d'entraînement général Dhagabadan, en vue de rétablir la sûreté et la sécurité dans le pays et de protéger la population. Grâce à cette mesure d'assistance, l'UE fournira des munitions qui ne seront utilisées que pour former le personnel de l'armée nationale somalienne en liaison avec l'EUTM Somalia.

Type de soutien: munitions à des fins de formation.

1.2.11. Acteurs militaires et marines des États côtiers participant à des opérations de sûreté maritime dans le golfe de Guinée

1.2.11.1. Ghana, Cameroun et architecture de Yaoundé

Le 27 novembre 2023, le Conseil a adopté la décision (PESC) 2023/2682 relative à une mesure d'assistance afin de soutenir les acteurs militaires et les marines des États côtiers participant à des opérations de sûreté maritime dans le golfe de Guinée, qui prévoit un montant de référence financière de 21 millions d'EUR.

Cette mesure d'assistance vise à permettre aux marines du Ghana et du Cameroun de jouer un rôle actif dans le maintien de la sûreté maritime dans le golfe de Guinée au titre de l'architecture de Yaoundé, en collaboration avec les marines des pays partenaires. Plus généralement, la mesure en question a pour objectif de compléter la présence maritime coordonnée (PMC) amorcée par l'UE dans le golfe de Guinée, conformément à l'ambition de l'UE d'agir en tant que partenaire fiable en matière de sécurité dans le golfe de Guinée. Lors de l'élaboration de la mesure d'assistance, les partenaires camerounais ont félicité l'UE pour son approche axée sur la demande, qui occupe une place centrale dans le soutien apporté par la FEP, estimant qu'elle contribue à une plus grande adhésion du bénéficiaire au processus et à une confiance accrue à l'égard de l'UE en tant que partenaire en matière de sécurité.

Type de soutien: services de renseignement, de surveillance et de reconnaissance en soutien à l'architecture de Yaoundé et équipements non létaux destinés aux marines du Ghana et du Cameroun, tels que des bateaux gonflables à coque rigide, des vedettes d'intervention rapide, des moteurs, des drones navals légers à voilure tournante, des groupes électrogènes marins pour navires et des équipements de plongée.

1.2.11.2. Bénin

Le 13 juin 2024, le Conseil a adopté la décision (PESC) 2024/1715 relative à une mesure d'assistance afin de renforcer les capacités de la marine béninoise, qui prévoit un montant de référence financière de 5 millions d'EUR.

Cette mesure donnera notamment lieu à une opération de grande envergure visant à remettre en état opérationnel les patrouilleurs, afin de développer leur capacité technique et de permettre à la marine d'augmenter son nombre de jours en mer.

L'ambition de la marine béninoise est de développer des activités de surveillance maritime, mais également des capacités d'intervention, afin de réduire l'insécurité dans la zone économique exclusive (ZEE) et au-delà, en coopération avec les marines des autres États parties à l'architecture de Yaoundé.

Type de soutien: équipements individuels pour les marins et pour l'organisation de la formation sur le tas à Cotonou.

1.2.11.3. République du Congo

Le 5 novembre 2024, le Conseil a adopté la décision (PESC) 2024/2840 relative à une mesure d'assistance afin de renforcer les capacités de la marine de la République du Congo dans le cadre de l'architecture de Yaoundé, qui prévoit un montant de référence financière de 5 millions d'EUR.

L'objectif de la mesure est de remettre les patrouilleurs en conditions opérationnelles, ainsi que de fournir les équipements et les consommables nécessaires à l'entretien des navires, de dispenser une formation sur le tas à la maintenance navale, de mettre à niveau les capacités ISR et de commandement et de contrôle, et de fournir des équipements spécialisés aux équipes de visite, d'arraisonnement, de perquisition et de saisie (VBSS), ainsi qu'aux plongeurs de la marine.

L'ambition de la marine congolaise est de développer des activités de surveillance maritime, mais également des capacités d'intervention dans la ZEE et au-delà, en coopération avec les marines des autres États parties à l'architecture de Yaoundé.

Type de soutien: remise en état opérationnel des patrouilleurs, fourniture des équipements et des consommables nécessaires à l'entretien des navires, formation sur le tas à la maintenance navale, mise à niveau des capacités ISR et de commandement et contrôle, et fourniture d'équipements spécialisés aux équipes de visite, d'arraisonnement, de perquisition et de saisie (VBSS), ainsi qu'aux plongeurs de la marine.

1.2.12. Mesure d'assistance visant à soutenir les forces de défense du Kenya

Le 24 juin 2024, le Conseil a adopté la décision (PESC) 2024/1794 relative à une mesure d'assistance afin de soutenir les forces de défense du Kenya, qui prévoit un montant de référence financière de 20 millions d'EUR.

L'objectif de la mesure d'assistance est de renforcer les capacités opérationnelles des forces de défense du Kenya afin de protéger l'intégrité territoriale, et la souveraineté du Kenya et de sa population civile contre les menaces intérieures et extérieures, de sécuriser les zones frontalières et de lutter contre l'intensification des opérations menées par Al-Chabab le long de la frontière avec la Somalie.

Type de soutien: renforcement des moyens et des capacités des unités de combat d'infanterie de l'armée du Kenya et des unités de soutien au combat et aux services de combat qui leur sont associées. Soutien aux efforts déployés par la marine du Kenya pour mettre en place une force d'infanterie de marine, c'est-à-dire des fusiliers marins.

2. Mesures d'assistance en faveur de partenaires du voisinage oriental

2.1. Ukraine

a) Mesure d'assistance afin de soutenir les forces armées ukrainiennes (2021)

Le 2 décembre 2021, le Conseil a adopté la décision (PESC) 2021/2135 relative à une mesure d'assistance afin de soutenir les forces armées ukrainiennes, qui prévoit un montant de référence financière de 31 millions d'euros, afin de soutenir le renforcement des capacités des forces armées ukrainiennes dans les domaines suivants: i) médecine, ii) génie (y compris équipements de déminage), iii) mobilité/logistique, ainsi que iv) cyberdéfense.

Type de soutien: hôpitaux de campagne, matériel médical, équipements de déminage et de génie, mobilité au sol, moyens logistiques et cyberdéfense.

b) Mesures d'assistance afin de soutenir les forces armées ukrainiennes (2022)

En réponse à l'agression militaire non provoquée et injustifiée de la Russie contre l'Ukraine et faisant suite à la demande urgente d'assistance formulée par l'Ukraine le 25 février 2022, le Conseil a adopté, le 28 février 2022, la décision (PESC) 2022/338 relative à une mesure d'assistance en vue de la fourniture aux forces armées ukrainiennes d'équipements et de plateformes militaires conçus pour libérer une force létale, ainsi que la décision (PESC) 2022/339 du Conseil relative à une mesure d'assistance afin de soutenir les forces armées ukrainiennes avec des équipements non destinés à libérer une force létale.

Depuis février 2022, l'UE a adopté six trains de mesures de soutien supplémentaires en vue de la fourniture d'équipements militaires pour soutenir les forces armées ukrainiennes: le 23 mars 2022, le 13 avril 2022, le 23 mai 2022, le 21 juillet 2022, le 17 octobre 2022 et le 2 février 2023, pour un montant total de 3,6 milliards d'euros. Le 25 avril 2024, le COPS s'est vu présenter des propositions du HR relatives à quatre décisions du Conseil modifiant les montants de référence financière des décisions 2022/338 et 2022/339 du Conseil en vue de mobiliser tous les fonds disponibles pour l'Ukraine au titre de l'"ancien" plafond de la FEP et du fonds d'assistance à l'Ukraine nouvellement créé. Ce paquet n'a pas encore été approuvé par le Conseil.

Type de soutien: munitions, équipements et plateformes militaires conçus pour libérer une force létale à des fins défensives, équipements et fournitures non militaires, tels que des équipements de protection individuelle, des trousse de premiers secours et du carburant.

c) Mesure d'assistance afin de soutenir les forces armées ukrainiennes par la fourniture de munitions (initiative à trois volets)

Sur la base d'une demande de l'Ukraine, le 20 mars 2023, les ministres des affaires étrangères et de la défense sont convenus d'une approche à trois volets visant à accélérer la livraison et l'acquisition conjointe d'obus d'artillerie pour l'Ukraine, le but étant d'atteindre le chiffre d'un million dans le cadre d'un effort conjoint au cours des douze prochains mois. Le 23 mars 2023, le Conseil européen a accueilli favorablement cette initiative.

En ce qui concerne le premier volet, le Conseil a adopté, le 13 avril 2023, la décision modificative (PESC) 2023/810 prévoyant un montant de référence de 1 milliard d'euros pour rembourser les munitions et les missiles, provenant de stocks ou du réajustement des priorités des commandes existantes, livrés à l'Ukraine au cours de la période allant du 9 février 2023 au 31 mai 2023.

En ce qui concerne le deuxième volet, le 5 mai 2023, le Conseil a adopté la décision (PESC) 2023/927 relative à une mesure d'assistance afin de soutenir les forces armées ukrainiennes par la fourniture de munitions. Cette mesure finance l'acquisition conjointe de munitions d'un calibre de 155 mm et de missiles auprès d'opérateurs économiques établis et produisant dans l'UE ou en Norvège. Le 25 avril 2024, le COPS s'est vu présenter la proposition du HR en vue d'une décision du Conseil modifiant le montant de référence financière de la décision du Conseil 2023/927 pour qu'il corresponde au montant exact utilisé dans le cadre de cette mesure d'assistance. Sur le milliard d'euros disponible, seuls quelque 358,5 millions ont été utilisés. Le solde, soit environ 641,5 millions d'euros, a été ajouté au soutien légal en cours en complétant le montant de référence de la décision 2022/338 du Conseil.

Type de soutien: munitions et missiles.

d) Mesures d'assistance accompagnant l'EUMAM Ukraine

Le 14 novembre 2022 et le 2 février 2023, le Conseil a adopté les décisions (PESC) 2022/2245 et 2023/231 afin de soutenir les forces armées ukrainiennes formées par la mission d'assistance militaire de l'UE en soutien à l'Ukraine (EUMAM Ukraine) en apportant une assistance létale et non létale.

Le 28 novembre 2023, le Conseil a adopté deux décisions modificatives visant à porter les montants de référence financière pour les deux mesures d'assistance à un montant total de 255 millions d'euros.

En 2024, les mesures d'assistance ont continué de compléter les efforts de formation menés par l'EUMAM Ukraine et ont financé la fourniture, via les États membres, de munitions et d'autres équipements militaires éligibles répondant aux besoins opérationnels de l'EUMAM Ukraine. Elles financent également des services, y compris le transport, la conservation, l'entretien et la réparation des éléments mis à disposition par les États membres aux fins de la formation dans le cadre de l'EUMAM Ukraine. Au 31 décembre 2024, plus de 60 000 soldats ukrainiens avaient été formés, et un nouvel objectif a été fixé, consistant à porter ce nombre à 75 000 d'ici la fin de l'hiver 2024-2025.

Le 8 novembre 2024, le Conseil a prorogé le mandat de l'EUMAM de deux ans, jusqu'au 15 novembre 2026.

Type de soutien: transport des stagiaires et fourniture d'un appui à la vie quotidienne, entretien et réparation des éléments mis à disposition par les États membres pour la formation, fourniture de munitions à des fins de formation.

2.2. Moldavie

Après le soutien décidé en 2021-2023, le 4 avril 2024, le Conseil a adopté la décision (PESC) 2024/1049 relative à une mesure d'assistance afin de soutenir les forces armées de la République de Moldavie, qui prévoit un montant de référence financière de 41 millions d'euros. Le 13 juin 2024, le Conseil a adopté la décision (PESC) 2024/1713 relative à une mesure d'assistance afin de soutenir les forces armées de la République de Moldavie, qui prévoit un montant de référence financière de 9 millions d'euros, cette fois en fournissant un soutien conçu pour libérer une force létale (défense aérienne).

Depuis l'adoption de la mesure d'assistance de 2021, la situation en matière de sécurité dans le voisinage oriental a changé sensiblement en raison de l'agression militaire non provoquée et injustifiée de la Russie contre l'Ukraine, ce qui rend d'autant plus important de continuer à renforcer la résilience de la République de Moldavie. L'élection présidentielle et le référendum sur l'adhésion à l'UE de 2024 ont été plus disputés que prévu dans un contexte d'ingérence sans précédent de la part de la Russie, y compris au moyen de dispositifs d'achat de voix, d'actions de désinformation et d'activités de manipulation de l'information menées depuis l'étranger.

L'objectif général des mesures d'assistance est de contribuer à renforcer les capacités des forces armées moldaves afin d'améliorer la sécurité et la stabilité nationales, ainsi que la résilience du secteur de la défense, conformément à la politique de l'UE à l'égard de la Moldavie. Les mesures d'assistance permettront aux forces armées moldaves d'améliorer l'efficacité opérationnelle, d'accélérer la mise en conformité avec les normes de l'UE et l'interopérabilité et, partant, de mieux protéger les civils dans les situations de crise et d'urgence. Elles renforceront également les capacités du bénéficiaire en ce qui concerne sa participation aux missions et opérations militaires PSDC, ainsi qu'à d'autres opérations multinationales.

La mesure d'assistance de 2021 vise à renforcer les capacités du service médical militaire et des bataillons de génie des forces armées moldaves. La mesure d'assistance de 2022 vise à renforcer les capacités des unités de logistique, de mobilité, de commandement et de contrôle, de cyberdéfense, de reconnaissance aérienne sans pilote et de communications tactiques. La mesure d'assistance de 2023 vise à renforcer les capacités des unités de surveillance aérienne, de mobilité et de transport, de logistique, de commandement et de contrôle, ainsi que de cyberdéfense. La mesure d'assistance de 2024 (non létale) vise à renforcer les capacités en matière de surveillance aérienne, de mobilité et de transport, de logistique, de commandement et de contrôle, ainsi que de cyberdéfense. La mesure d'assistance de 2024 (létale) vise à renforcer les capacités de la Moldavie en matière de défense aérienne.

Type de soutien: équipements médicaux et équipements destinés à la neutralisation des explosifs et munitions, surveillance aérienne, logistique, mobilité et transport, commandement et contrôle, équipements de cyberdéfense, capacités de défense aérienne.

2.3. Géorgie

Après le soutien décidé en 2021, 2022 et 2023, une quatrième mesure d'assistance visant à soutenir les forces de défense géorgiennes a été adoptée au début de l'année 2024, le montant de référence financière ayant été fixé à 30 millions d'euros.

À la suite de la promulgation de la loi sur la transparence de l'influence étrangère et d'autres actions portant atteinte à l'état de droit et à la démocratie en Géorgie, les États membres sont convenus, lors de la session du Conseil des affaires étrangères du 24 juin 2024, de réexaminer le soutien de la FEP à la Géorgie, en cas de nouvelle dégradation de la situation.

En conséquence, la mesure proposée pour 2024 a été gelée. Un document proposant des options élaboré pour le Conseil des affaires étrangères prévoit d'autres suspensions ou abrogations éventuelles des mesures d'assistance en cours de mise en œuvre en cas de nouvelle dégradation de la situation. Le 26 octobre, le parti Rêve géorgien a remporté la majorité aux élections législatives, entachées d'allégations d'irrégularités. Le 28 novembre 2024, le gouvernement géorgien a fait part de son intention de suspendre les négociations d'adhésion à l'UE. Cela a déclenché des manifestations pro-européennes massives dans tout le pays, dans le cadre desquelles la police a fait usage de la force de manière brutale et illégale.

L'objectif général des trois mesures d'assistance était de contribuer au renforcement des capacités des forces de défense géorgiennes afin de renforcer la sécurité nationale, la stabilité et la résilience dans le secteur de la défense, conformément à la politique de l'UE à l'égard de la Géorgie et compte tenu de l'aggravation de la situation en matière de sécurité dans le voisinage oriental, à la suite de l'agression militaire non provoquée et injustifiée de la Russie contre l'Ukraine. Les mesures d'assistance visaient à permettre aux forces de défense géorgiennes d'améliorer l'efficacité opérationnelle, d'accélérer la mise en conformité avec les normes de l'UE et l'interopérabilité et, partant, de mieux protéger les civils dans les situations de crise et d'urgence. Elles visaient également à renforcer les capacités du bénéficiaire en ce qui concerne sa participation aux missions et opérations militaires PSDC, ainsi qu'à d'autres opérations multinationales.

La mesure d'assistance de 2021 visait à renforcer les capacités des forces de défense géorgiennes dans les services militaires médicaux, de génie et de logistique des composantes des forces terrestres. La mesure d'assistance de 2022 renforcera les capacités des unités de médecine militaire, de génie, de mobilité et de cyberdéfense. La mesure d'assistance de 2023 renforcera les capacités dans les domaines du génie, de la mobilité pour l'artillerie, du médical, de la cyberdéfense et de la logistique.

Type de soutien: équipements médicaux et matériel de génie, services logistiques, mobilité au sol et pour l'artillerie, équipements de cyberdéfense.

2.4. Arménie

Le 22 juillet 2024, l'UE a adopté sa toute première mesure d'assistance avec la décision (PESC) 2024/2010 afin de soutenir les forces armées arméniennes. Dotée d'un montant de référence de 10 millions d'euros, cette mesure d'assistance non létale prévoit la fourniture d'une capacité de campement mobile pour une unité de la taille d'un bataillon, y compris une installation de traitement médical de rôle 1.

La mesure en question s'inscrit dans le contexte de l'appel lancé par le gouvernement de l'Arménie en vue de donner un nouvel élan aux relations entre l'UE et l'Arménie, ainsi que de l'invitation qu'a adressée par la suite le Conseil européen pour que soient présentées des options quant à la meilleure manière de renforcer les relations entre l'UE et l'Arménie dans toutes leurs dimensions. Elle doit être considérée dans le contexte des efforts déployés par l'Arménie pour moderniser ses forces armées et faire face à la situation précaire que connaît la région en matière de sécurité. La mesure d'assistance est non létale et est axée sur la formation et la logistique, sans aucune conséquence négative concevable pour la sécurité de tiers.

La mesure vise à renforcer la résilience de l'Arménie, ainsi que sa capacité et son interopérabilité lui permettant de contribuer aux missions et opérations militaires internationales, y compris le cas échéant à la PSDC de l'UE à l'avenir, dans le prolongement des efforts déployés par l'Arménie pour parvenir à l'alignement sur la PESC. L'accélération de la mise en conformité avec les normes de l'UE et de l'interopérabilité contribuera également à mieux protéger les civils dans les situations de crise et d'urgence.

Type de soutien: capacité de campement mobile pour une unité de la taille d'un bataillon, y compris une installation de traitement médical de rôle 1

3. Mesures d'assistance en faveur de partenaires des Balkans occidentaux

3.1. Bosnie-Herzégovine

Outre la mesure d'assistance régionale visant à renforcer les capacités de la task force médicale des Balkans, la Bosnie-Herzégovine a bénéficié jusqu'à présent de deux mesures d'assistance propres au pays (décidées en 2021 et 2022). Ces deux mesures ont été mises au point en coopération étroite avec l'opération EUFOR ALTHEA.

La mesure d'assistance de 2021 a été clôturée. Par la mise à disposition de véhicules de transport, de véhicules médicaux et de détecteurs de métaux, cette mesure d'assistance a constitué une étape importante, contribuant à l'objectif de déminage en Bosnie-Herzégovine et facilitant la participation future du bataillon de déminage des forces armées de Bosnie-Herzégovine aux opérations régionales et internationales, y compris dans le cadre de la PSDC et des Nations unies.

L'objectif de la mesure d'assistance de 2022 est d'améliorer les conditions de sécurité et de déploiement de la brigade d'appui tactique des forces armées de Bosnie-Herzégovine, ainsi que de moderniser un nombre limité de capacités opérationnelles, en particulier dans le domaine chimique, biologique, radiologique et nucléaire (CBRN). À cette fin, la mesure d'assistance finance la fourniture d'équipements de terrain, d'outils essentiels de génie militaire et de matériel CBRN. La mise en œuvre est presque achevée et le retour des utilisateurs finaux est très positif en ce qui concerne l'utilité et la qualité des équipements fournis à ce jour.

Type de soutien: équipement de déminage, véhicules de transport et véhicules médicaux, détecteurs de métaux, équipements de terrain, outils essentiels de génie militaire et de matériel CBRN.

3.2. Task force médicale des Balkans (BMTF)

Le 9 juin 2022, le Conseil a adopté la décision (PESC) 2022/906 concernant une mesure d'assistance visant à renforcer les capacités de la BMTF, qui prévoit un montant de référence financière de 6 millions d'euros.

L'objectif de la mesure d'assistance est de renforcer les capacités des unités médicales des forces armées des pays éligibles participant à la BMTF, à savoir l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, le Monténégro, la Macédoine du Nord et la Serbie, ainsi que l'organisation permanente elle-même, par l'acquisition des équipements et du matériel nécessaires au renforcement des capacités médicales militaires de la région.

Type de soutien: moyens de mobilité, composantes d'hôpitaux de campagne aux normes de "rôle 2", matériel et fournitures de laboratoire et équipements informatiques et de communication.

3.3. République de Macédoine du Nord

La Macédoine du Nord a bénéficié de deux mesures d'assistance bilatérales, adoptées successivement le 16 mars 2023 et le 23 septembre 2024 et destinées à renforcer les capacités des forces armées de la République de Macédoine du Nord, qui prévoient des montants de référence financière respectifs de 9 millions d'euros et de 13 millions d'euros, ce dernier ayant été porté à 14 millions d'euros à la suite d'une contribution supplémentaire.

Les deux mesures d'assistance visent à renforcer les capacités des forces armées de Macédoine du Nord en améliorant et en modernisant l'équipement de son groupe de bataillon d'infanterie légère, afin de leur permettre de contribuer aux missions et opérations militaires de la PSDC. Le soutien prévu par la mesure d'assistance de 2023 porte sur la logistique, les équipements médicaux, les systèmes d'information et de communication, les capacités de renseignement, les équipements CBRN, le génie et le matériel de formation. Conformément aux priorités exprimées par le bénéficiaire et du fait de contraintes budgétaires, le volet CBRN n'est actuellement pas pris en charge. Le soutien prévu par la mesure d'assistance de 2024 porte sur les technologies liées au renseignement, à la surveillance et à la reconnaissance, à la guerre électronique et au renseignement d'origine électromagnétique, ainsi que sur les formations connexes. Compte tenu de l'enveloppe budgétaire disponible et des priorités exprimées par le bénéficiaire, les volets relatifs à la logistique, au matériel de génie et aux systèmes d'information et de communication ne seront pas pris en charge.

Type de soutien: logistique, équipements médicaux, systèmes d'information et de communication, capacités de renseignement, équipements CBRN, génie et matériel de formation.

3.4. Albanie

Le 15 juillet 2024, le Conseil a adopté, avec la décision (PESC) 2024/1979 du Conseil, la première mesure d'assistance bilatérale en faveur des forces armées albanaises, qui prévoit un montant de référence financière de 13 millions d'euros.

L'objectif est de renforcer l'efficacité opérationnelle des forces armées albanaises en améliorant la mobilité, la manœuvrabilité et la protection des forces terrestres, ce qui devrait renforcer leur contribution aux missions et opérations de la PSDC. Le soutien porte sur la fourniture de véhicules blindés légers à usages multiples.

Type de soutien: véhicules blindés légers à usages multiples.

4. Mesure d'assistance en faveur d'un partenaire du voisinage méridional

4.1. Liban

Le 1^{er} décembre 2022, le Conseil a adopté la décision (PESC) 2022/2356 relative à une mesure d'assistance afin de soutenir les forces armées libanaises, qui prévoit un montant de référence financière de 6 millions d'euros.

Le 23 septembre 2024, le Conseil a adopté la décision (PESC) 2024/2496 relative à une deuxième mesure d'assistance afin de soutenir les forces armées libanaises, qui prévoit un montant de référence financière de 15 millions d'euros.

La mesure d'assistance de 2022 a pour objectif de renforcer les capacités et la résilience des forces armées libanaises afin d'assurer la sécurité et la stabilité nationales du Liban, par le renforcement de leurs capacités médicales militaires et la fourniture d'équipements au personnel opérationnel des forces armées libanaises. Pour atteindre cet objectif, la mesure d'assistance finance des équipements non conçus pour libérer une force létale, à savoir du matériel de soins destiné à soutenir les services médicaux militaires (service central et centres régionaux) et des équipements individuels pour la brigade logistique.

L'objectif global de la mesure d'assistance de 2024 est de contribuer au renforcement des capacités des forces armées libanaises afin d'accroître la sécurité nationale, la stabilité et la résilience du Liban. L'objectif spécifique de la mesure est de soutenir le renforcement des capacités des commandements médical, technique et logistique militaires des forces armées libanaises.

Type de soutien: matériel de soins, équipements individuels.

4.2. Jordanie

Le 20 février 2023, le Conseil a adopté la décision (PESC) 2023/384 relative à une mesure d'assistance afin de soutenir les forces armées jordaniennes, qui prévoit un montant de référence financière de 7 millions d'euros.

Le 25 novembre 2024, le Conseil a adopté la décision (PESC) 2024/2935 relative à une deuxième mesure d'assistance afin de soutenir les forces armées jordaniennes, qui prévoit un montant de référence financière de 13,25 millions d'euros.

La mesure d'assistance de 2023 répond aux priorités du gouvernement aux fins du renforcement des capacités de défense des forces armées jordaniennes. Elle vise à soutenir les unités militaires déployées en leur fournissant un hôpital de campagne (rôle 1), y compris des capacités d'évacuation sanitaire, du matériel de génie visant à améliorer l'infrastructure opérationnelle, et des systèmes d'aéronef sans équipage à bord et systèmes de contre-mesure pour les véhicules aériens sans équipage.

L'objectif global de la mesure d'assistance de 2024 est de renforcer les capacités des forces armées jordaniennes, contribuant ainsi au renforcement de la stabilité et à la sécurité nationale de la Jordanie, et de protéger la population civile, dans le contexte d'une situation de plus en plus tendue sur le plan de la sécurité en Jordanie et au-delà de ses frontières. Cette mesure vise plus spécifiquement à soutenir les unités chargées des opérations de sécurisation des frontières septentrionales et orientales de la Jordanie. Pour ce faire, la mesure d'assistance apportera un soutien aux commandements des forces armées jordaniennes dans le nord et l'est du pays au moyen de systèmes de détection et de contre-mesures, de systèmes de surveillance et de reconnaissance, ainsi que de matériel de mobilité et de génie.

Type de soutien: hôpital de campagne (rôle 1), y compris des capacités d'évacuation sanitaire, matériel de mobilité et de génie, systèmes d'aéronef sans équipage à bord et systèmes de contre-mesures pour les véhicules aériens sans équipage, systèmes de surveillance et de reconnaissance.

4.3. Égypte

Le 5 novembre 2024, le Conseil a adopté la décision (PESC) 2024/2843 relative à une mesure d'assistance afin de soutenir les forces armées égyptiennes, qui prévoit un montant de référence financière de 20 millions d'euros.

L'objectif global de la mesure d'assistance est de contribuer au renforcement des capacités des forces armées égyptiennes afin d'accroître la sécurité et la stabilité nationales de l'Égypte ainsi que de mieux protéger les civils. La mesure vise plus spécifiquement à permettre aux forces armées égyptiennes de renforcer leurs capacités de contrôle territorial et, partant, de mieux réagir aux menaces pour la sécurité sur l'ensemble du territoire égyptien, en particulier dans la région occidentale.

Type de soutien: véhicules de patrouille blindés légers, petits systèmes de véhicules aériens sans pilote, radars légers et mobiles, et lunettes.

5. Tableaux FEP – Fourniture d'équipements militaires en 2024 au titre des mesures d'assistance de la FEP

Voir annexe F

DESCRIPTIONS SUCCINCTES DES CATEGORIES FIGURANT SUR LA LISTE COMMUNE DES EQUIPEMENTS MILITAIRES DE L'UE²²

- ML1** Armes à canon lisse d'un calibre inférieur à 20 mm, autres armes et armes automatiques d'un calibre inférieur ou égal à 12,7 mm (calibre 0,50 pouce) et accessoires, et leurs composants spécialement conçus
- ML2** Armes à canon lisse d'un calibre égal ou supérieur à 20 mm, autres armes ou armements d'un calibre supérieur à 12,7 mm (calibre 0,50 pouce), lance-fumées, lance-projectiles spécialement conçus ou modifiés pour l'usage militaire et leurs accessoires, ainsi que leurs composants spécialement conçus
- ML3** Munitions et dispositifs de réglage de fusées, et leurs composants spécialement conçus
- ML4** Bombes, torpilles, roquettes, missiles, autres dispositifs et charges explosifs et matériel et accessoires connexes, et leurs composants spécialement conçus
- ML5** Matériel de conduite de tir, de surveillance et d'avertissement, et systèmes et matériel d'essai, d'alignement et de contre-mesures connexes, spécialement conçus pour l'usage militaire, et leurs composants et accessoires spécialement conçus
- ML6** Véhicules terrestres et leurs composants
- ML7** Agents chimiques, "agents biologiques", "agents antiémeutes", substances radioactives, matériel, composants et substances connexes
- ML8** "Matières énergétiques", et substances connexes
- ML9** Navires de guerre (de surface ou sous-marins), matériel naval spécialisé, accessoires, composants et autres navires de surface
- ML10** "Aéronefs", "véhicules plus légers que l'air", "véhicules aériens sans équipage" ("UAV"), moteurs et matériel d'"aéronef", matériel connexe, et composants, spécialement conçus ou modifiés pour l'usage militaire

²² Une description complète des catégories adoptées par le Conseil en 2024 (JO C, C/2024/1945 du 1.3.2024) figure à l'adresse suivante: <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX%3A52024XG01945&qid=1709821667260>.

- ML11** Matériel électronique, "véhicules spatiaux" et composants non visés par ailleurs dans la liste commune des équipements militaires de l'UE
- ML12** Systèmes d'armes à énergie cinétique à grande vitesse et matériel connexe, et leurs composants spécialement conçus
- ML13** Matériel, constructions et composants blindés ou de protection
- ML14** 'Matériel spécialisé pour l'entraînement' ou les mises en situation militaires, simulateurs spécialement conçus pour l'entraînement à l'utilisation de toute arme ou arme à feu visée aux points ML1 ou ML2, et leurs composants et accessoires spécialement conçus
- ML15** Matériel d'imagerie ou de contre-mesures, spécialement conçu pour l'usage militaire, et ses composants et accessoires spécialement conçus
- ML16** Pièces de forge, pièces de fonderie et autres produits non finis, spécialement conçus pour les articles visés aux points ML1 à ML4, ML6, ML9, ML10, ML12 ou ML19
- ML17** Autres matériels, matières et "bibliothèques", et leurs composants spécialement conçus
- ML18** Matériel de 'production', installations d'essais d'environnement et leurs composants
- ML19** Systèmes d'armes à énergie dirigée, matériel connexe ou de contre-mesure et modèles d'essai, et leurs composants spécialement conçus
- ML20** Matériel cryogénique et "supraconducteur", et ses composants et accessoires spécialement conçus
- ML21** "Logiciels"
- ML22** "Technologie"

ANNEXE

Tables:

- A.I EXPORTS AND LICENCE REFUSALS PER DESTINATION, PER REGION AND WORLDWIDE
- A.II EXPORTS TO UNITED NATIONS-MANDATED OR OTHER INTERNATIONAL MISSIONS
- A.III BROKERING LICENCES (GRANTED AND REFUSED)
- B. CONSULTATIONS ON DENIED LICENCES (TOTAL NUMBER)
- C. NATIONAL IMPLEMENTATION OF COMMON POSITION 2008/944/CFSP (DEFINING COMMON RULES FOR THE CONTROL OF EXPORTS OF MILITARY TECHNOLOGY AND EQUIPMENT) AND COMMON POSITION 2003/468/CFSP (CONTROL OF ARMS BROKERING)
- D. EU OUTREACH ACTIVITIES
- E. NATIONAL REPORTS ON ARMS EXPORTS – INTERNET ADDRESSES
- F. EUROPEAN PEACE FACILITY - ASSISTANCE MEASURES

TABLE A.I

The numbers in Table A.I are broken down per Member State, and per EU Common Military List category where (a) = number of licences issued; (b) = value of licences issued in euros; (c) = value of arms exports in euros (if available)²³; (d) = number of denials (discrepancies may appear between breakdowns and totals due to denials concerning more than one ML category or denials for items other than those appearing in the ML²⁴); and (e) = the number of the criterion of Common Position 2008/944 invoked to support the refusal (the approximate number of times each criterion is invoked is indicated between brackets).

Statistics are compiled differently by each Member State: no uniform standard is used. Consequently, owing to current procedures regarding arms export reporting or data protection legislation, not all countries have been able to submit the same information²⁵.

²³ To make the table more readable, nil values and/or the mention 'not available' are omitted, and empty rows and columns are deleted.

²⁴ In some instances, in accordance with the Common Position, denials issued for items which do not appear on the Common Military List (for example for license applications for transactions of dual-use items where intended military end-use has been identified) are included in the total.

²⁵

Austria: with regard to items covered by the EU Common Military List, the Austrian law distinguishes between 'war material' (as stipulated in the Austrian War Material Act and Regulation) and 'equipment on the Common Military List not listed as war material' covered by the Austrian Foreign Trade Act. As to the value of actual exports by Military List Category (row c), figures may be inaccurate in particular as such data regarding equipment of the Common Military List not listed as war material is available to the competent authorities only after expiration or full utilisation of the individual export licence. Since some licences granted cover goods of more than one ML category per destination, these licences are counted multiple times, one for every ML category (row a). The total number of licenses quoted in this report therefore exceeds the actual number of licenses granted.

Belgium: the data that Belgium provides for this report is the aggregation of the data of its three regions (the Flemish, Walloon and Brussels-Capital Region) and of its federal government (which is competent for exports by the Belgian armed forces and the Belgian police). Because of differences in data collection and data processing between the competent authorities, Belgium is currently not able to provide data on actual exports (row c).

Czechia: rows a) and b) do not include General transfer licences and Global transfer licences pursuant to the Defence Transfer Directive (2009/43/EC), which could cover goods of more than only one ML Category and allow exports to more than only one Member State. In addition to that, some other licences issued cover goods of more than only one ML Category and their value is the total value of all covered goods. Due to this fact, these types of licences are not included in row b). The sums in rows c) are based on information provided by exporters and also contain actual exports made in 2024 based on licences issued in previous years.

Denmark: with regard to the value listed in row b) it should be noted, that values listed 'Value of export licences granted' relates to licences issued according to national legislation and the value of actual exports for licences issued as global licences (article 6 of the ICT directive), transfers undertaken in accordance with the general licences (article 5 of the ICT directive) and licences issued as individual licences (article 7 of the ICT directive), i.e. actual value of exports within EU and EEA. Some licences issued cover goods of more than one ML Category. When reporting in row a), each time a licence concerns a ML category, it is counted as one single licence, so the sums in row a) and column 'Total per destination' do not always reflect the actual numbers of licences granted, but a slightly higher number. The Danish currency (DKK) or other currencies are where relevant converted to EUR using the common exchange rate.

Estonia: licences covering more than one ML category and/or destination are reported under 'multiple destinations' (country). Goods which Estonia is judging to be military goods (national listing), but which are not on the EU Common Military List are reported as EST1 (ML1 or ML2) or EST2 (ML1 or ML2) or EST3 (ML1 or ML3). The total number of licences quoted in this report therefore differs from the actual number of licences issued. Data does not include actual exports.

Finland: licences covering more than one ML category and/or destination are counted one for every ML category per destination country. Therefore, the total number of licences presented in this report exceeds the actual number of licences issued. Data on licences issued also includes export licences to UN-Mandated or Other International Missions.

France: France requires its defence companies to obtain a licence from the early stages of market prospection. The licence should indicate the potential of the transaction. Any operation, starting from the negotiation stage, requires obtaining a licence: transmission of documentation, demonstrations, participation in calls for tenders, etc.

Germany: some licences issued cover goods of more than one ML Category (e.g. one licence for the export of rifles and their ammunition). In reporting in table A.I., each time a licence concerns an ML category, it is counted as one single licence, so the sums in rows a) and column 'Total per destination' do not always reflect the actual numbers of licences granted, but a slightly higher figure (i.e. the number of times a ML category has been affected by a licence for that destination). Germany is not in a position to report the value of actual exports of military goods other than war weapons as no reliable data on this matter is available. In particular, it is not possible to rely on data regarding write-offs from licences that customs authorities gather, because the national or EU lists of military goods and the nomenclature of the Harmonized System used by custom authorities are not congruent. Further, in accordance with rules of the Union Customs Code, there is no reporting requirement for transfers of goods to other EU Member States. This data would therefore lead to an incomplete and unreliable reporting on actual exports of military goods.

Hungary: data provided includes figures of general, global and individual export licences. Transfers of military equipment to Hungarian forces deployed in various missions (table A.II) are not considered regular foreign trade transactions.

Ireland: values in row b) relate to individual export licences issued. Values in row c) relate to actual exports reported by exporters with global licences issued under the ICT directive. As the value of global licences is not always visible ('unlimited value') figures will occur only in row c) and not b). Global licences contain multiple destinations and multiple ML categories, with exports to each destination and category counted as a single licence. Values listed in row a) therefore do not reflect the actual number of licences issued but a slightly higher figure.

Latvia: data provided includes figures of individual, global and general export licences. Data might include also export licences for goods after repair and maintenance. Latvia is not providing data on actual exports because it is not possible for customs authorities to gather precise report on actual exports in a reasonable manner, especially on global transfer licences.

Lithuania: data provided includes figures of individual, global and general export licences, data also include actual exports. Licences covering more than one ML category and/or destination are counted one for every ML category per destination country. Therefore, the total number of licences presented in this report exceeds the actual number of licences issued. Due to national security concerns, some information on actual values of arms exports (row c) was excluded from the report.

Netherlands: as values of global licenses cannot always be attributed to individual countries, the value of those global licenses has been added to the total value of 'multiple destinations'. The figures on actual exports are based on information provided by the exporters in 2024 and may reflect exports based on a license issued in a previous year. Although much care has been given to the collection of the data on actual exports, the actual exports figures for 2024 may be higher than the values quoted in this report. Some licences cover goods of more than one ML category. Each time a licence concerns an ML category, it is counted as one single licence. Therefore the sum in row 'Number of Export Licenses' does not always reflect the actual number of licences granted, but a slightly higher figure.

Poland: the license values provided in row b) refer to individual licenses, global licenses issued in a given year for a period of up to 3 years, and national general licenses. The actual values of transfers, provided in the row c), are related to the individual, global and national general licences. Data from rows a), b) and c) do not include temporary transfers.

The User's Guide stipulates that the value of actual exports shall be provided if available. Belgium, Cyprus, Denmark, Germany, Greece and Ireland do not provide the value of actual exports; no aggregation is therefore reported at the EU level.

With regard to the use of global and general licences notably applied to intra-EU transfers pursuant to Directive 2009/43/EC, it is important to note that the actual value of arms transfers and exports under global and general licences is generally reported by EU Member States. This is however dependant on the Member States' ability to report on actual values as described above and to possible additional national specificities as explained in footnote 30.

Data are reported in euro, converted from national currency in case a Member State does not have the euro as national currency. Bear in mind possible exchange rate fluctuations between data collection and consultation of the data.

It is important to bear in mind that exports to destinations subject to EU arms embargoes comply with the terms, conditions and possible exceptions set out in the decisions imposing such embargoes. The full list and details of embargoes are available at <https://www.sanctionsmap.eu>.

Portugal: data provided includes figures of export transactions (definitive and temporary) covered by general, global and individual export licences. Some licences cover goods of more than one ML category and destination, so each time a licence concerns an ML category or destination, it is counted as one single licence, so the sum in row 'Number of Export Licenses' does not always reflect the actual number of licences granted, but a slightly higher figure. As the value of General and Global licences is not always visible ('unlimited value') figures will occur only in row c) and not b). Data provided does not include figures of export transactions of civilian firearms (for personal protection, hunting, sporting).

Romania: data provided includes figures of general, global and individual export licences. Global and general licences cannot always be attributed to an individual military list category ML or an individual country. Therefore, the figures on number of licences issued (row a) could be slightly higher. Also, on grounds of national security interests, information on certain sensitive exports was not included in the 2024 report.

Slovenia: data provided includes figures of one general, (ML6), 4 global (ML1, ML3, ML16 and ML18) and individual export licences. The value of some licences was 0, because weapons and military equipment/defence-related products were exported for the purpose of testing and evaluation, or warranty claim. Four (4) global transfer licences were granted to Slovenian companies in 2024 for a period of three years.

Slovakia: data provided includes some licences, which cover more than one ML category. Therefore values in row a) are thoroughly recorded, but values in row b) and row c) can have slightly different values. Exhibitions and presentations: Austria, Belgium, Czechia, Finland, France, Germany, Hungary, Indonesia, Israel, Malaysia, Norway, Poland, Romania, Saudi Arabia, Sweden, United Arab Emirates, United Kingdom, United States of America. Remark related to Ukraine: due to national security interests export to Ukraine and Israel will be reported later. On grounds of national security interests, information on certain sensitive exports was not included in the 2024 report.

Spain: data provided includes figures of general, global and individual export licences as well as global project export licences. Values in rows a) b) include values on temporary and definitive licences. Values in row c) include only values on definitive licences.

Sweden: the SEK to EUR conversion reflects the average exchange rate for 2024 of 11,43 Swedish krona per Euro. Licences covering more than one ML category and/or destination have been counted multiple times, one for every ML category per country of destination. The total number of licences quoted in this report therefore exceeds the actual number of licences issued.

Exports to UN mandated or other international missions are reported on in Table A.II.

EXPORTS AND LICENCE REFUSALS PER DESTINATION, PER REGION AND WORLDWIDE

Page

PER DESTINATION

PER REGION

Central America and the Caribbean

(Antigua and Barbuda, Aruba, Bahamas, Barbados, Belize, Bonaire/Saint Eustatius and Saba, Costa Rica, Cuba, Curaçao, Dominica, Dominican Republic, El Salvador, Grenada, Guatemala, Haiti, Honduras, Jamaica, Mexico, Nicaragua, Panama, Saint Barthelemy, Saint Kitts and Nevis, Saint Lucia, Saint Martin, Saint Vincent and the Grenadines, Trinidad and Tobago)

Central Asia

(Kazakhstan, Kyrgyzstan, Tajikistan, Turkmenistan, Uzbekistan)

European Union

(Austria, Belgium, Bulgaria, Croatia, Cyprus, Czech Republic, Denmark, Denmark (Greenland), Denmark (Faroe Islands), Estonia, Finland, France, France (French Polynesia), France (Mayotte), France (New Caledonia), Germany, Greece, Hungary, Ireland, Italy, Latvia, Lithuania, Luxembourg, Malta, Netherlands, Poland, Portugal, Romania, Slovakia, Slovenia, Spain, Sweden)

Middle East

(Bahrain, Egypt, Iran, Iraq, Israel, Jordan, Kuwait, Lebanon, Oman, Palestine, Qatar, Saudi Arabia, Syria, United Arab Emirates, Yemen)

North Africa

(Algeria, Libya, Morocco, Tunisia)

North America

(Canada, United States)

North East Asia

(China (Mainland), China (Hong Kong), China (Macao), Korea (Democratic People's Republic of), Korea (Republic of), Japan, Mongolia, Taiwan)

Oceania

(Australia, Fiji, Kiribati, Marshall Islands, Micronesia (Federated States of), Nauru, New Zealand, Palau, Papua New Guinea, Samoa, Solomon Islands, Tonga, Tuvalu, Vanuatu)

Other European Countries

(Albania, Andorra, Armenia, Azerbaijan, Belarus, Bosnia and Herzegovina, Georgia, Holy See, Iceland, Kosovo, Liechtenstein, Moldova, Monaco, Montenegro, North Macedonia, Norway, Russian Federation, San Marino, Serbia, Switzerland, Türkiye, Ukraine, United Kingdom, United Kingdom (Bermuda), United Kingdom (Cayman Islands), United Kingdom (Gibraltar), United Kingdom (St Helena), United Kingdom (Turks and Caicos Islands))

South America

(Argentina, Bolivia, Brazil, Chile, Colombia, Ecuador, Guyana, Paraguay, Peru, Suriname, Uruguay, Venezuela)

South Asia

(Afghanistan, Bangladesh, Bhutan, India, Maldives, Nepal, Pakistan, Sri Lanka)

South East Asia

(Brunei, Cambodia, Indonesia, Laos, Malaysia, Myanmar, Philippines, Singapore, Thailand, Timor Leste, Vietnam)

Sub-Saharan Africa

(Angola, Benin, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Cameroon, Cape Verde, Central African Republic, Chad, Comoros, Congo (Republic of), Congo (Democratic Republic of), Djibouti, Equatorial Guinea, Eritrea, Eswatini, Ethiopia, Gabon, Gambia, Ghana, Guinea, Guinea-Bissau, Ivory Coast, Kenya, Lesotho, Liberia, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritania, Mauritius, Mozambique, Namibia, Niger, Nigeria, Rwanda, Sao Tome and Principe, Senegal, Seychelles, Sierra Leone, Somalia, South Africa, South Sudan, Sudan, Tanzania, Togo, Uganda, Zambia, Zimbabwe)

WORLDWIDE

EU ARMS EXPORTS PER DESTINATION IN 2024

See 'per destination' document.

EU ARMS EXPORTS PER REGION IN 2024

See 'per region' document.

EU ARMS EXPORTS WORLDWIDE IN 2024

See 'worldwide' document.

TABLE A.II

Exports to United Nations-Mandated or Other International Missions in 2024²⁶Destination Country: **Afghanistan**

Exporting Member State	United Nations-mandated or other international missions	Description of goods
Germany	United Nations Assistance Mission in Afghanistan (UNAMA)	spare parts for rifles and pistols
	United Nations Children's Fund (UNICEF)	cross-country vehicles with special protection

Destination Country: **Bulgaria**

Exporting Member State	United Nations-mandated or other international missions	Description of goods
Greece	NATO	PISTOL 0.45" (Pcs: 7), RIFLE G3 A4 (PCS: 25), COMPLETE TOW WEAPON SYSTEM (PCS: 6), SIGNAL GUN (Pcs: 1), MACHINE GUN MG3 (pcs: 6), SPARE BARRELS MG3 (Pcs: 6), RIFLE MAGAZINES G3A4 (pcs: 120), PISTOL MAGAZINES 0.45" (Pcs: 21), MG3 NS-685C BINOCULAR COLLECTION (PCS: 6), BINOCULARS M22 (pcs: 12), VVS NIGHT DRIVING PERISCOPE (PCS: 5), MAGNETIC COMPASSES M2 WITH CASE (PCS: 2), NIGHT PERISCOPE. VVS DRIVE (Pcs: 1), S/A GRC-9200 (Pcs: 6), S/A GRC-9200 (F 10 PM) (Pcs: 1), S/A PRM 4720B (X) (Pcs: 5), INTERCOM DEVICE AN/VIC-1 (Pcs: 1), UNWINDING COLLECTION CE-11 (Pcs: 1), PORTABLE SATELLITE TERMINAL (PCS: 1), TOW VEHICLE CARRIER M901 ITV (Pcs: 4), HUMMER M119GR PV (PCS: 1), MAGIRUS 5 TON (Pcs: 2), MINE DETECTORS (pcs: 5), DEFENSIVE GRENADES (Pcs: 8), OFFENSIVE GRENADES (Pcs: 8), SMOKE GRENADES (Pcs: 5),

²⁶ Austria, Croatia, Cyprus, Czechia, Denmark, Estonia, France, Ireland, Latvia, Lithuania, Luxembourg, Malta, Netherlands, Poland, Romania, Slovenia, Spain, and Sweden submitted a nil report.

		<p>GRENADES CHROM. (Pcs: 12), 66MM TANK SMOKE GRENADES (PCS: 96), CARTRIDGES 0.45" (Pcs: 196), CARTRIDGES IN FILM 7.62 MM (PCS: 24000), TOW COMBAT PROJECTILE (PCS: 60), 20 FEET G/C CONTAINER WITH AIR CONDITIONING UNIT (PCS: 3), SB-130 12 ADDRESS TELEPHONE (PCS: 1), CAMPAIGN PHONE MLT-FTL-25 (pcs: 7), TRC 9200 2-4 POSITION CHARGER (Pcs: 1), CHARGER MA4516 E (BATTERY PRM 4720B) (Pcs: 1), PORTABLE FM WIRELESS WITH BAOFENG CHARGERS (Pcs: 2), HUMMER COVERS (Pcs: 3), M901 ITV COVERS (Pcs: 6), VEHICLE CARRIER TOW M901 ITV (Pcs: 1), HUMMER M1115GR (Pcs: 1), HUMMER M119GR (KOE) (Pcs: 1), PORTABLE MOTOR STARTER SYSTEM COLLECTION (PCS: 1), CBRP MATERIALS/LEVEL "C" PROTECTIVE SUIT (PCS: 93), CBR MATERIALS/VISORS (PCS: 31), CBR MATERIALS/VISOR FILTERS (PCS: 62), CBR MATERIALS/SHOE COVERS (PCS: 62), NCID BATTERIES BB 287 (Pcs: 4), 20 FEET G/C CONTAINER (PCS: 1)</p>
--	--	---

Destination Country: **Bosnia and Herzegovina**

Exporting Member State	United Nations-mandated or other international missions	Description of goods
Greece	EUFOR ALTHEA	<p>HUMMER VEHICLE (Pcs: 4), MACHINE GUN 0.50" (Pcs.: 9), MACHINE GUN 7.62 mm MAG (Pcs.: 4), MACHINE GUN 7.62 mm MG3 (Pcs.: 5), ONYPAS NS 685C FOR MACHINE GUNS 0.50" (Pcs.: 4), NIGHT OBSERVATION BINOCULARS PVS-14 (Pcs.: 13), PASSIVE TYPE NIGHT OBSERVATION BINOCULARS (PCS.: 2), 1/4 VEHICLE M/S</p>

240/290 GD (PCS: 2), VEHICLE STEYR 14ME24 B/F 5.000 LT (Pcs.: 1), OXHMA 5 TON. MEDIUM COLLECTION (Pcs.: 1), VEHICLE 3 1/2 TONS. ME14 (Pcs.: 2), OXHMA 5 TON. MAGIRUS (Pcs.: 1), TRAILER 1/4 TON. M100 (Pcs.: 5), AQUIFER TRAILER M149 (Pc.: 1), MOBILE GALLEY TRAILERS (PCS.: 1), 45-SEATER BUS (Pcs.: 1), S/A F50/50M (DRC-9200) (Pcs.: 3), S/A S100M (TRC-3600) (Pcs.: 1), MLT-FTL-25 TELEPHONES (pcs.: 1), VBL (WITH MACHINE GUN ESSAY 7.62 mm) (Pcs.: 4), ONYPAS PATH. TYPE FOR MACHINE GUNS MAG 7.62 mm (Pcs.: 4), CE-11 UNWINDING ASSEMBLIES (PCS.: 7), ONYPAS PATH. TYPE III GENERATION FOR MACHINE GUNS 7.62 mm (Pcs.: 5), ONYPAS PATH. TYPE III GENERATION FOR RIFLES 7.62 mm (Pcs.: 15), VEHICLE 1 1/4 TONS. M/S 290 GD/GDT (Pcs.: 3), HUMMER PV (Pcs.: 1), RADIODOSIMETER (Pcs.: 9), S/A X (PRM-4720B) (Pcs.: 28), TELEPHONE PANEL 12 CORRESPONDENTS (Pcs.: 2), PORTABLE SATELLITE TERMINALS (PCS.: 2), MINE DETECTOR (Pcs.: 3), LARGE SIZE MINE DETECTOR (PCS.: 1), TELESCOPIC ARM NE WITH GRAB (PCS.: 1), KEVLAR EOD SHIELD (PCS.: 1), LASER RANGEFINDER (Pcs.: 1), ROBOTS FOR RESEARCH - NEUTRALIZATION (PCS.: 1), TOYOTA 4RUNNER VEHICLE (PCS.: 1), FIAT DUCATO VEHICLE (PCS.: 1), TTOA M1117 (WITH 7.62 MM TANK, MK19 40 MM MULTI-GRENADE LAUNCHER, 0.50" AND S/A) (PCS.: 5), PISTOL 0.45" (Pcs.: 23), SIGNAL GUN (Pcs.: 5), RIFLES 7.62 MM. FOLDING STOCK (Pcs.: 76), RIFLES 7.62 MM E.A. (PCS.: 2), 4X24 DAYTIME SIGHT

		<p>BINOCULARS FOR G3A3 (Pcs.: 2), TACTICAL SATELLITE TERMINALS (PCS.: 2), TRAILER LIGHT TOWER (PCS.: 1), CARTRIDGES 7.62 MM BLANK (Pcs.: 500), CARTRIDGES 0.45" KB M1911 (pcs.: 1641), GRENADE (Pcs.: 3), FLARES 1" RED (Pcs.: 26), FLARES 1" GREEN (Pcs.: 26), CARTRIDGES 7.62MM KV (PCS.: 24620), GRENADES EKR. A/T DM22A1 (pcs.: 478), SMOKE GRENADES. NEFELIS (Pcs.: 159), 7.62MM CARTRIDGES IN METAL. MOVIES (4KB -1dp) (Pcs.: 24790), CARTRIDGES 0.50" (Pcs.: 20790), DEFENSIVE GRENADE (Pcs.: 50), OFFENSIVE GRENADE (Pcs.: 9), INCENDIARY GRENADE (Pcs.: 1), GRENADE WHITE (Pcs.: 5), RED GRENADE (Pcs.: 5), GRENADE GREEN (Pcs.: 5), YELLOW GRENADE (Pcs.: 1), IODINE GRENADE (PC1), TNT PLACENTAS (1 LB) (Pcs.: 100), DESTRUCTION TANKS M112 (SYNTH. C4) (1 1/4 LBS) (Pcs.: 90), INSTANTANEOUS FIRE EXTINGUISHER ROPE (METERS) (PCS.: 500), FLAME RETARDANT ROPE (METERS) (PCS.: 200), DETONATOR No. 8 COMMON (Pcs.: 100), DETONATOR NO8 ELECTRIC (Pcs.: 100)</p>
Hungary	EUFOR Althea	<p>BDU-s, C-IED materials, CISCO routers, protective gears, NBC clothes, handguns, rifles, sniper rifles</p>

Destination Country: **Burkina Faso**

Exporting Member State	United Nations-mandated or other international missions	Description of goods
Germany	EU Delegation (EEAS)	cross-country vehicles with special protection and spare parts

Destination Country: **Burundi**

Exporting Member State	United Nations-mandated or other international missions	Description of goods
Belgium	United Nations Multidimensional Integrated Stabilization Mission in the Central African Republic (MINUSCA)	32 machineguns (12,7 mm), 200.000 cartridges (12,7mm)

Destination Country: **Central African Republic**

Exporting Member State	United Nations-mandated or other international missions	Description of goods
Germany	EU Delegation (EEAS)	cross-country vehicles with special protection and spare parts
	UN Women	cross-country vehicles with special protection
	United Nations Multidimensional Integrated Stabilization Mission in Central African Republic (MINUSCA)	body armour vests and flash suppressors
Portugal	European Union Training Mission in Central African Republic (EUTM RCA), and United Nations Multidimensional Integrated Stabilization Mission in the Central African Republic (MINUSCA)	Handguns, sub-machine guns, assault rifles and components (ML 1), Ground vehicles and components (ML 6)

Destination Country: **Congo (Democratic Republic of)**

Exporting Member State	United Nations-mandated or other international missions	Description of goods
Germany	EU-Mission (GD ECHO)	cross-country vehicles with special protection and spare parts
	United Nations Children's Fund (UNICEF)	cross-country vehicles with special protection

Destination Country: **Georgia**

Exporting Member State	United Nations-mandated or other international missions	Description of goods
Bulgaria	European Monitoring Mission in Georgia	Uncooled Thermal Imaging Bi-ocular BIDENTIFIER 100 E LRF - 5 pcs

Destination Country: **Germany**

Exporting Member State	United Nations-mandated or other international missions	Description of goods
Portugal	EU Military Assistance Mission in support of Ukraine (EUMAM UA)	Equipment and communication systems (ML 11)

Destination Country: **Iraq**

Exporting Member State	United Nations-mandated or other international missions	Description of goods
Germany	EU Delegation (EEAS)	cross-country vehicles with special protection and spare parts
	United Nations Assistance Mission for Iraq (UNAMI)	ballistic helmets and detachable cartridge magazines
Hungary	NATO Mission Iraq	Airband handheld radios and spare parts
Portugal	NATO Mission Iraq	Handguns, sub-machine guns, assault rifles and components (ML 1), Protection equipment (ML 13)

Destination Country: **Kosovo***

**This designation is without prejudice to positions on status, and is in line with UNSCR 1244/1999 and ICJ Opinion on the Kosovo declaration of independence.*

Exporting Member State	United Nations-mandated or other international missions	Description of goods
Germany	United Nations Interim Administration Mission in Kosovo (UNMIK)	detachable cartridge magazines
Greece	NATO Kosovo Force (KFOR) 2024 Operational Reserve Forces (ORF – 2)	PISTOL 0.45"(PCS: 114), RIFLE M16A2M4 (Pcs: 16), M/S 290GD 1/4 T (Pcs: 2), M/S 1 1/4 T 290GDT (PCS) (PCS: 1), R/M M101 (pcs: 1), NISSAN TERRANO (Pcs: 1), MINI BUS (Pcs: 1), KEK F-144 (Pcs: 1), AMMUNITION 0.45' (pcs: 200), AMMUNITION 5.56 (COMMON BULLET) (pcs: 7200), AMMUNITION 5.56 (TRACERS) (pcs: 990), VBL (Pcs: 13), FORKLIFT (Pcs: 1), 33S41 TRAILER WITH NK TRAILER (Pcs: 1), NISSAN TERRANO (Pcs: 1), TOYOTA 4RUNNER (Pcs: 3), M/S 240 GD ¼ TON. (Pcs: 3), M/S 290 GD 1 ¼ TON. (Pcs: 3), FIAT DUCATO PV (PCS: 1), MAGIRUS 5T (Pcs: 4), STEYR 14ME14 (Pcs: 4), STEYR 14ME14 BT/F (Pcs: 1), HUMMER KOE (Pcs: 1), HUMMER PV (Pcs: 1), OSHKOSH MTVR (Pcs: 1), L/F 30 Th MAN (Pcs: 1), SIGNAL GUN (Pcs: 7) MAG MACHINE GUN (Pcs: 13), MINI MACHINE GUN (PCS: 18), DIRECT AIM BINOCULARS (AIPOINT RED DOT) (PCS: 18),

		THEON THERMIS LR BINOCULARS (PCS: 3), ARGUS SPECS (Pcs: 16), SPECS NS-685C (Pcs: 31), STEINER BINOCULARS (Pcs: 4), PRC 9200 (Pcs: 6), PRM 4720 (Pcs: 30), MINE DETECTOR (Pcs: 2)
Hungary	KFOR (Kosovo Force)	Targets, NBC clothes, grenade launchers, military radios with accessories, BDU-s, kevlar helmets, protective gear, different kinds of ammunition, grenades, drones and its components, handguns, rifles, sniper rifles

Destination Country: **Latvia**

Exporting Member State	United Nations-mandated or other international missions	Description of goods
Slovakia	eFP LATVIA, Adazi, Latvia	155 mm ShKH ZUZANA 2

Destination Country: **Lebanon**

Exporting Member State	United Nations-mandated or other international missions	Description of goods
Finland	United Nations Interim Force in Lebanon (UNIFIL)	parts for armoured personnel carrier (ML6)
Germany	United Nations Interim Force in Lebanon (UNIFIL)	container and parts for special protection for vehicles
Hungary	United Nations Interim Force in Lebanon (UNIFIL)	pistols, night vision devices, body armours with ceramic plates, rifles, NBC clothes

Destination Country: **Libya**

Exporting Member State	United Nations-mandated or other international missions	Description of goods
Germany	United Nations Support Mission in Libya (UNSMIL)	detachable cartridge magazines

Destination Country: **Lithuania**

Exporting Member State	United Nations-mandated or other international missions	Description of goods
Portugal	NATO Enhanced Air Policing, and NATO Assurance Measures	several aircraft and equipment (ML 10)

Destination Country: **Mali**

Exporting Member State	United Nations-mandated or other international missions	Description of goods
Germany	EU Delegation (ECHO and EEAS)	cross-country vehicles with special protection and spare parts

	United Nations Children's Fund (UNICEF)	cross-country vehicles with special protection
Hungary	European Training Mission in Mali (EUTM)	body armours with ceramic plates, BDU-s, rifles, ammunition

Destination Country: **Mozambique**

Exporting Member State	United Nations-mandated or other international missions	Description of goods
Finland	International Organization for Migration (IOM) Maputo	vests 30 pcs, helmets 30 pcs (ML13)

Destination Country: **Niger**

Exporting Member State	United Nations-mandated or other international missions	Description of goods
Germany	EU Delegation (EEAS)	cross-country vehicles with special protection and spare parts

Destination Country: **Poland**

Exporting Member State	United Nations-mandated or other international missions	Description of goods
Greece	3 rd NATO SIGNAL BATTALION HQ	9 MM PISTOL. GLOCK 17 AMFIBIOUS (Pcs: 1), RIFLE M4 5.56 MM TYPE SHOTGUN COMPLETE (PCS: 1), 9 MM CARTRIDGES 19MM PARABELLUM (Pcs: 60), CARTRIDGES 5.56 MM KW (PCS: 885)

Destination Country: **Romania**

Exporting Member State	United Nations-mandated or other international missions	Description of goods
Portugal	NATO Tailored Forward Presence	Handguns, sub-machine guns, assault rifles and components (ML 1), Ammunition (ML 3), Ground vehicles and components (ML 6), Anti-Riot equipment (ML7), Several aircraft and equipment (ML 10), Equipment and communication systems (ML 11), Protection equipment (ML 13)

Destination Country: **Sao Tome e Principe**

Exporting Member State	United Nations-mandated or other international missions	Description of goods
Portugal	Africa Maritime Law Enforcement Partnership e Fiscalização Conjunta	Handguns, sub-machine guns, assault rifles and components (ML 1), Ammunition (ML 3), Large

	dos Espaços Marítimos (Portuguese Mission)	Ammunition (ML4), Anti-Riot equipment (ML7), Equipment and communication systems (ML 11), Protection equipment (ML 13), Image and countermeasures equipment (ML15)
--	--	--

Destination Country: **Slovakia**

Exporting Member State	United Nations-mandated or other international missions	Description of goods
Portugal	Multinational Battle Group Slovakia	Handguns, sub-machine guns, assault rifles and components (ML 1), Ammunition (ML 3), Large Ammunition (ML4), Equipment and communication systems (ML 11), Protection equipment (ML 13), Production and tests equipment (ML18), Technology (ML22)

Destination Country: **Somalia**

Exporting Member State	United Nations-mandated or other international missions	Description of goods
Germany	EU Delegation (EEAS)	cross-country vehicles with special protection and spare parts
	United Nations Support Office in Somalia (UNSOS)	equipment for military training
Portugal	European Union Training Mission in Somalia (EUTM Somalia)	Handguns, sub-machine guns, assault rifles and components (ML 1), Ammunition (ML 3), Protection equipment (ML 13)

Destination Country: **South Sudan**

Exporting Member State	United Nations-mandated or other international missions	Description of goods
Germany	United Nations Mission in South Sudan (UNMISS)	detachable cartridge magazines and spare parts for rifles, pistols, sub-machine guns

Destination Country: **United Arab Emirates**

Exporting Member State	United Nations-mandated or other international missions	Description of goods
Italy	World Health Organization International Humanitarian City U.N. (Dubai - UAE)	90 Ballistic Plates 250MM x 300MM

TABLE A.III

1. Brokering Licences Granted by Member States in 2024²⁷**Bulgaria**

Destination	Number of brokering licences issued	Value of brokering licences issued (EUR)	ML categories	Quantity of brokered items	Value of brokered items (EUR)	Country of origin
India	6	1 811 281	ML10	91 pcs	1 631 131	Ukraine
			ML4	122 pcs	180 150	Serbia
Algeria	2	4 486 697	ML4	24 pcs	1 481 547	Serbia
			ML2	165 pcs	3 005 150	Kazakhstan
USA	1	935 804	ML10	2 pcs	935 804	Ukraine
Türkiye	1	33 000 000	ML4	100 000 pcs	33 000 000	India
Serbia	1	3 174 400	ML8	496 000 kg	3 174 400	China

Croatia

Destination	Number of brokering licences issued	Value of brokering licences issued (EUR)	ML categories	Quantity of brokered items	Value of brokered items (EUR)	Country of origin
USA	1	1.300.754,52	ML 3a.	11.724.754	0	Bosnia and Herzegovina
Kyrgyzstan	1	1.900.000	ML 4a.	5.000	0	Bosnia and Herzegovina
Poland	1	3.059.400	ML 3a.	18.200.000	0	Bosnia and Herzegovina
Poland	1	120.050	ML 1a.	490	0	Austria
Armenia	1	112.500	ML 5a.	250	0	Bosnia and Herzegovina
Ghana	1	2.170.801,60	ML 3a.	986.728	0	Bosnia and Herzegovina
Azerbaijan	1	1.057.416	ML 6a.	55	1.055.280	Slovakia
Bulgaria	3	2.373.697,05	ML 3a.	1.075.599	265.040,49	Bosnia and Herzegovina
Tanzania	1	768.720	ML 2a.	24	0	Bosnia and Herzegovina

Czechia

Destination	Number of brokering licences issued	Value of brokering licences issued (EUR)	ML categories	Quantity of brokered items	Value of brokered items (EUR)	Country of origin
Algeria	1	0	2	-	0	Bosnia and Herzegovina
Indonesia	3	0	9, 15	-	0	Italy

²⁷ Austria, Belgium, Cyprus, Denmark, Finland, France, Greece, Hungary, Latvia, Lithuania, Luxembourg, Malta, Portugal and Slovakia submitted a nil report.

Nigeria	1	288 761	3	-	0	Türkiye
Singapore	1	109 479	10	3 pce	18 718	United States
Ukraine	20	44 931 930	1	-	16 677 462	Türkiye
			2	-		Türkiye
			3	886 200 pce		Bulgaria, Slovenia, Slovakia, United States
			4	29 000 pce		United Kingdom, Kyrgyzstan, Turkey, United States
			5	-		Türkiye
			8	-		United States
			10	3 pce		Jordan
			15	900 pce		United States

Estonia

Destination	Number of brokering licences issued	Value of brokering licences issued (EUR)	ML categories	Quantity of brokered items	Value of brokered items (EUR)	Country of origin
Lithuania	4	185 419	ML3	213 120	185 419	Germany
Lithuania	1	26 450	EST2 (ML1)	500	26 450	Germany
Latvia	2	5 830 000	ML3	5 000 000	5 830 000	Switzerland
Latvia	1	17 068	ML2	2	17 068	South Africa
Latvia	1	5891	ML4	200	5891	USA
Algeria	1	239 540	ML10	89	239 540	Georgia

Germany

Destination	Number of brokering licences issued	Value of brokering licences issued (EUR)	ML categories	Quantity of brokered items	Value of brokered items (EUR)	Country of origin
Israel	1	36,033	ML 9A	10 lots	36,033	United Kingdom
Ivory Coast	1	591,651	ML 13C	918 pcs	151,653	Malaysia
			ML 13D	918 set	439,998	
Japan	10	521,050	ML 4B	41 pcs	375,950	United Kingdom
			ML 9C	8 pcs	136,650	
			ML 11A	4 pcs	8,000	
			ML 22A	5 pcs	450	
Libya	1	13,839	ML 13D	80 pcs	13,839	United States
Norway	1	136,000	ML 8F	320 kg	136,000	South Korea
South Korea	1	850,000	ML 8A	5,000 kg	850,000	Norway
	1	1,724,000	ML 4A	2,000 pcs	1,724,000	United Kingdom
Switzerland	1	5,555,687	ML 5B	24 pcs	5,555,687	United Kingdom
Türkiye	1	535,075	ML 11A	6 pcs	535,075	United Kingdom
Ukraine	1	27,912,800	ML 9A	6 pcs	27,912,800	Türkiye
United Kingdom	1	260,480	ML 11A	4 pcs	260,480	Norway

Ireland

Destination	Number of brokering licences issued	Value of brokering licences issued (EUR)	ML categories	Quantity of brokered items	Value of brokered items (EUR)	Country of origin
Qatar	1	50,000	ML9a	1	50,000	UK
UK	1	179,294	ML10a	2	179,294	Italy
Serbia	1	112,956	ML6	17	112,956	Canada

Italy

Destination	Number of brokering licences issued	Value of brokering licences issued (EUR)	ML categories	Quantity of brokered items	Value of brokered items (EUR)	Country of origin
Australia	3	121.140,23	9, 10	2 months 40 days	121.140,23	Australia, Spain
Austria	1	12.628.498,00	6	75	12.628.498,00	United States
Canada	3	2.274.421,54	4	4; 22 days	2.274.421,54	Austria, Canada
France	2	-27.250,00	4	6 years	-27.250,00	Canada, France
Germany	75	6.819.737,24	6, 9, 10, 11, 13	4318	6.819.737,24	Germany, Netherlands, France, Italy, UK, Spain, United States
Italy	3	38.150,00	10, 11, 22	217	38.150,00	France, Spain
Kuwait	1	1.273.669,96	3	4000	1.273.669,96	Switzerland
Norway	1	1.912.370,00	6	8	1.912.370,00	Romania
Pakistan	1	-2.499.710,44	5	2	-2.499.710,44	UK, South Africa
Portugal	1	-14.746,00	2	300	-14.746,00	Spain
Qatar	2	156.408,50	4, 10	2; 52 weeks	156.408,50	France, UK
Romania	2	208.108.563,09	6	139	208.108.563,09	Romania
Saudi Arabia	1	732.254,00	10	1	732.254,00	Italy, Spain
Spain	29	1.586.287,83	10	1360	1.586.287,83	Germany, Italy, UK, Spain
Sweden	1	12.924.662,50	6	100	12.924.662,50	Sweden
United Kingdom	178	11.618.087,16	4, 10	9117; 42 months	11.618.087,16	France, Germany, Italy, UK, Romania, Spain, United States
United States	2	41.789,94	15	2	41.789,94	United States

Netherlands

Destination	Number of brokering licences issued	Value of brokering licences issued (EUR)	ML categories	Quantity of brokered items	Value of brokered items (EUR)	Country of origin
United Kingdom	1	1.550.979	ML18a	600	1.550.979	Singapore
NATO and NATO partners	1	N/A	ML10, ML22	N/A	N/A	United States
Ukraine	1	N/A	ML2	9	41.490.900	Czech Republic
	1	2.359.285	ML4	1213	2.177.335	Czech Republic
	1	4.850.000	ML3	5.000.000	4.200.000	Italy
Poland	1	N/A	ML9	20	9.336.000	Spain
Ukraine	1	1.440.000	ML3	1.500.000	1.260.000	Czech Republic
Spain	1	15.723	ML11a	1	92.217	United States

Poland

Destination	Number of brokering licences issued	Value of brokering licences issued (EUR)	ML categories	Quantity of brokered items	Value of brokered items (EUR)	Country of origin
Canada	1	34 652,04	ML10, ML16, ML18, ML22	Nil	Nil	Türkiye
Chad	1	202 136,87	ML1, ML2, ML3	27 154 700	Nil	Nil
Czechia	1	134 757,92	ML2	200	4 475 000	Bosnia and Herzegovina
India	1	264 703,05	ML4	2	Nil	France
France	3	494 648,18	ML4, ML10, ML16, ML22	20 044	20 000 000	UK, USA
Germany	7	3 417 073,65	ML10, ML16	2 210 793	303 111 273,45	France, Israel, Spain, Taiwan, UK, USA
Indonesia	1	288 766,96	ML2, ML3	250	Nil	Bulgaria
Jordan	1	170 000	ML10	12	725 000	Spain
Kazakhstan	1	604 485,51	ML5	200	897 102,7	USA

Netherlands	1	34 652,04	ML10, ML16, ML18, ML22	Nil	Nil	Canada
Philippines	1	1 196 884,53	ML10, ML11	19	1 196 884,53	USA
Qatar	3	577 533,93	ML4, ML11, ML22	1 518	32 272 500	France, Italy
Slovakia	1	814 652,04	ML8	424 171	8 369 915,78	USA
South Korea	2	74 908,65	ML6	7	2 295 663,68	Czechia
Türkiye	1	34 652,04	ML10, ML16, ML18, ML22	Nil	Nil	Canada
Ukraine	12	34 458 928,19	ML3, ML4, ML8	72 028 596	470 200 925,95	Croatia, India, Romania, Türkiye, UK, USA
United Kingdom	3	150 000	ML10, ML16	30 000	30 000 000	USA
Vietnam	3	11 074 369,53	ML3, ML11	2 525 171	22 093 966,91	Czechia, France, Germany, Italy, Singapore

Romania

Destination	Number of brokering licences issued	Value of brokering licences issued (EUR)	ML categories	Quantity of brokered items	Value of brokered items (EUR)	Country of origin
Slovakia	1	9,828,035	ML3	-	0	Italy
Latvia	1	14,045,463	ML3	-	0	Singapore
Nigeria	1	1,552,393	ML4	-	0	Serbia
Azerbaijan	0	0	ML5	-	76,518	South Africa

Slovenia

Destination	Number of brokering licences issued	Value of brokering licences issued (EUR)	ML categories	Quantity of brokered items	Value of brokered items (EUR)	Country of origin
Montenegro	1	257 900	ML13	606	257 900	Israel
Democratic Republic of the Congo	1	1 452 000	ML4	5000	Permits not implemented	Bulgaria

Chad	6	12 353 400	ML3	98 450	Permits not implemented	Serbia
Poland	1	137 200 000	ML3	70 000	Permits not implemented	India

Spain

Destination	Number of brokering licences issued	Value of brokering licences issued (EUR)	ML categories	Quantity of brokered items	Value of brokered items (EUR)	Country of origin
Colombia	1	1.961.004	ML6	254	1.961.004	India

Sweden

Destination	Number of brokering licences issued	Value of brokering licences issued (EUR)	ML categories	Quantity of brokered items	Value of brokered items (EUR)	Country of origin
Brazil	1		ML10			Brazil
	1		ML5, ML11, ML15, ML18, ML22			Israel
	1		ML18, ML21			United States
Bulgaria	1		ML4			Germany
Croatia	1		ML17			Latvia
Denmark	1		ML6			Estonia
	3		ML6			France
	2		ML6			Germany
	5		ML6			Netherlands
Estonia	1		ML6, ML17			Belgium
	1		ML6			Estonia
	1		ML6			Italy
	1		ML1			Norway
	1		ML6			Spain
Finland	2		ML2, ML9			Finland
	1		ML4			Germany
	1		ML5, ML21,			Israel
	3		ML4 ML5, ML9			United Kingdom
France	1		ML4			Denmark
	1		ML6			Estonia
	3		ML6			France
	3		ML6			Netherlands
Germany	2		ML4			France
	2		ML4, ML6			Germany
	2		ML4, ML6			Netherlands
India	2		ML17			Latvia
Ireland	1		ML17			Latvia
Latvia	1		ML5			France
	1		ML17			Latvia
Luxembourg	1		ML6			Austria
Moldova	1		ML3			Czech Republic
Netherlands	5		ML6			Estonia
	2		ML6			France

	5		ML1, ML2, ML6, ML13		Netherlands
Norway	2		ML4, ML11		France
	1		ML4		Germany
	1		ML1		United States
Poland	1		ML14		Czech Republic
	2		ML6		Estonia
	2		ML4		France
	1		ML4		Germany
	2		ML6		Netherlands
	1		ML11		Poland
	1		ML11		South Africa
Switzerland	1		ML4		Germany
	1		ML6		Switzerland
United Arab Emirates	1		ML15		United Arab Emirates
United Kingdom	1		ML4		Denmark
	5		ML4, ML5		United Kingdom
United States	1		ML17		Latvia
	2		ML10, ML18		United States

2. Brokering Licences Refused by Member States in 2024

No brokering licences have been refused.

TABLE B.

1. Total Number of Consultations Initiated and Received Member States in 2024

Member State	Number of consultations initiated	Number of consultations received
Belgium	2	-
Bulgaria	1	-
Czechia	4	4
Denmark	1	1
Finland	1	-
France	-	5
Germany	7	12
Greece	1	-
Hungary	-	2
Malta	-	1
Italy	8	
Netherlands	5	6
Slovakia	2	2
Slovenia	-	1
Spain	1	-
Sweden	2	1
TOTAL	35	35

2. Total Number of Consultations Initiated by Member States in 2024 per Destination

Destination Country	Number of consultations
Armenia	1
Bosnia and Herzegovina	1
Egypt	3
El Salvador	1
Georgia	4
Hong Kong	1
Israel	2
Kyrgyzstan	2
Mexico	1
Pakistan	2
Paraguay	1
Saudi-Arabia	3
Thailand	1
Türkiye	4
Ukraine	2
United Arab Emirates	5
Vietnam	1
TOTAL	35

TABLE C.

**Member States' Implementing Legislation or Administrative Rules for Common Position
2003/468/CFSP and Common Position 2008/944/CFSP**

Member State	Council Common Position 2003/468/CFSP on the control of arms brokering		Council Common Position 2008/944/CFSP defining common rules governing control of exports of military technology and equipment	
	National legislation reference no.	Information concerning state of play	National legislation or administrative rules reference no.	Information concerning state of play
Austria	Foreign Trade Act (AußWG, Federal Gazette I No 26/2011 as last amended by Federal Gazette I no. 87/2020) and War Material Act (KMG, Federal Gazette I no. 540/1977 in its current version)	Implementation completed.	Foreign Trade Act (AußWG, Federal Gazette I No 26/2011 as last amended by Federal Gazette I no. 87/2020) and War Material Act (KMG, Federal Gazette I no. 540/1977 in its current version)	Implementation completed.
Belgium	Law of 25 March 2003, article 15, (published in Moniteur belge of 7.7.2003, modifying law of 5.8.1991	Partial implementation.	Flemish Region: Flemish Parliament Act on the import, export, transit and transfer of defence-related products, and other materials for military use, law enforcement materials, civilian firearms, components and munitions — 15.6.2012, as amended by the Flemish	Flemish Region: Implementation completed Walloon Region: Implementation completed Brussels Capital Region: Implementation completed

			<p>Parliament Act of 30.6.2017</p> <p>Walloon Region: Decree regarding the import, export, transit and transfer of civil weapons and defence material — 21.6.2012</p> <p>Brussels Capital Region: Ordinance regarding the import, export, transit and transfer of defence material, military material, law enforcement material, civil weapons, and parts, components and ammunitions — 20.6.2013</p> <p>Federal government: Law of 26 March 2003 (published in Moniteur belge of 7.7.2003), modifying law of 5.8.1991</p>	Federal government: Implementation completed
Bulgaria	<p>Latest amendments: Export control of defence-related products and dual use items and technologies Act, entered into force 30.6.2012</p>	Implementation completed.	Ministerial Decree — November 2009	Implementation completed.

	Regulation for the implementation of the Export Control Act (adopted by Decree 205/15.7.2012)			
Croatia	Act on the trade control of military goods and non-military lethal goods (OG 80/13, in force since 6 July 2013)	Implementation completed.	Act on the trade control of military goods and non-military lethal goods (OG 80/13, in force since 6 July 2013)	Implementation completed.
Cyprus	Cyprus issued the Export, brokering and the provision of technical assistance (military equipment) Regulations of 2011 in December 2011. These Regulations set the legal framework for the implementation of Common Position 2008/944/CFSP, Common Position 2003/468/CFSP and Joint Action 2000/401/CFSP.	Implementation completed.	Cyprus issued the Export, brokering and the provision of technical assistance (military equipment) Regulations of 2011 in December 2011. These Regulations set the legal framework for the implementation of Common Position 2008/944/CFSP, Common Position 2003/468/CFSP and Joint Action 2000/401/CFSP.	Implementation completed.
Czechia	Act No 38/1994 Coll. on foreign trade in military material.	Implementation completed.	Act No 38/1994 Coll. on foreign trade in military material reflects certain	Implementation completed.

			provisions of the Common Position.	
Denmark	Amendment Act no. 555 of 24 June 2005 to the Danish Weapons Act (arms brokering etc.)	Implementation completed.		Implementation completed.
Estonia	Legislation on brokering was adopted in 2004. Current Strategic Goods Act (ref no RT I, 22.12.2011, 2) entered into force in 1.1.2012	Implementation completed.	Current Strategic Goods Act (ref no RT I, 22.12.2011, 2) entered into force in 1.1.2012	Implementation completed.
Finland	Act on the Export of Defence Materiel (282/2012).	Fully implements the Common Position on Brokering.	Act on the Export of Defence Materiel (282/2012).	Implementation completed.
France	Code de la Défense (Art. L2332-1)	Implementation completed.	The existing legal requirements in connection with the political principles adopted by the government make it possible to immediately apply the regulations laid down in the Common Position within the Commission	Implementation completed. General directives approved by political authorities and specific directives in the event of specific situations, such as embargoes, conflict areas, or human rights situation.

			established by Decree no55-965.	France bases its export decisions on the criteria defined in the framework of international treaties, conventions, instruments or fora to which it subscribes (such as Common Position 2008/944/CFSP, Arms Trade Treaty, criteria laid down by the United Nations, the OSCE, the European Council).
Germany	War Weapons Control Act (KrWaffKontrG), in the version promulgated on 22 November 1990, Federal Law Gazette 1990 I, p. 2506, last amended by Article 25 of the Act of 19 December 2022, Federal Law Gazette 2022 I p. 2606; Foreign Trade and Payments Act (AWG), Federal Law Gazette 2013 I p. 1482, last amended by Article 2	Implementation completed.	The existing legal requirements (Foreign Trade and Payments Act - AWG, Federal Law Gazette 2013 I p. 1482, last amended by last amended by Article 2 of the Act of 27 February 2024, Federal Law Gazette 2024 I p. 71 and Foreign Trade and Payments Regulation - AWV, Federal Law Gazette 2013 I p. 2865; 2021 I p. 4304, last amended by Article 1 of the Act of 17 July 2024,	Implementation completed.

	of the Act of 27 February 2024, Federal Law Gazette 2024 I No. 71, and Foreign Trade and Payments Regulation (AWV), Federal Law Gazette 2013 I p. 2865; 2021 I p. 4304, last amended by Article 2 of the Act of 11 December 2024, Federal Law Gazette 2024 I No. 411		Federal Law Gazette 2024 I p. 243, in connection with the 'Political Principles Adopted by the Government of the Federal Republic of Germany for the Export of War Weapons and Other Military Equipment' of June 2019 make it possible to immediately apply the regulations laid down in the Common Position.	
Greece	Law 4028/2011 of 11 November 2011 (Government Gazette 242), which incorporated the Common Position 2003/468/CFSP	Implementation completed.	Directive (EU) 2017/853 of the European Parliament and of the Council of 17 May 2017 amending Council Directive 91/477/EEC on control of the acquisition and possession of weapons was incorporated in the Greek legal corpus with Law 4678/2020 of 20 March 2020, (Government Gazette 70A), modifying Law 2168/1993.	Implementation completed.

Hungary	<p>The provisions on the control of brokering activities have been in force in Hungary since 2004.</p> <p>Currently the control of arms brokering is regulated by the Government Decree 156/2017. (VI. 16.) on the detailed regulations of the licensing of defence related activity and the certification of enterprises.</p>	Implementation completed.	<p>The criteria laid down in Council Common Position 2008/944/CFSP are included in Annex II. to the Government Decree 156/2017. (VI.16.) on the detailed regulations of the licensing of defence related activity and the certification of enterprises.</p>	Implementation completed.
Ireland	Control of Exports Act 2023	Implementation completed.	<p>Control of Exports Act 2023 gives effect to licensing requirements for the Common Military List. The criteria of the Common Position are taken into account as a minimum standard when assessing all licence applications.</p>	Implementation completed.
Italy	Law No. 185 of 9 July 1990. New provisions on controlling the export, import and transit of military goods	Implementation completed.	Law No. 185 of 9 July 1990. New provisions on controlling the export, import and transit of military goods	Implementation completed.

	Modified and integrated by DL n. 105 of 22 June 2012. Implementing regulation approved with Ministerial Decree No. 19 of 7 January 2013.		Modified and integrated by DL n. 105 of 22 June 2012. Implementing regulation approved with Ministerial Decree No. 19 of 7 January 2013.	
Latvia	Law on the Circulation of Strategic Goods, in force since 19 July 2007 (last amended on 1 March 2025)	Implementation completed.	Law on the Circulation of Strategic Goods, in force since 19 July 2007 (last amended on 1 March 2025)	Implementation completed.
Lithuania	Law on the Control of Strategic Goods (came into effect on 1 August 2004, lastly amended on 22 December 2022, No XIV-1738 amendments came into force from 1 April 2023). Law on the Control of Arms and Ammunition of 15 January 2002, lastly amended on 8 May 2025 No. XV-	Implementation completed.	Law on the Control of Strategic Goods (came into effect on 1 August 2004, lastly amended on 22 December 2022, No XIV-1738 amendments came into force from 1 April 2023). Law on the Control of Arms and Ammunition of 15 January 2002, lastly amended on 8 May 2025 No. XV-184, came into force from 1 July 2025.	Implementation completed.

	184, came into force from 1 July 2025.			
Luxembourg	Law of 27 June 2018 voted by Parliament on 26 April 2018 and published on 20 July 2018 in Luxembourg's O.J. No 603	Implementation completed.	Law of 27 June 2018 voted by Parliament on 26 April 2018 and published on 20 July 2018 in Luxembourg's O.J. No 603	Implementation completed.
Malta	Subsidiary legislation 365.13. Military Equipment (Export Control) Regulations	Implementation completed.	The Common Position is not part of Maltese Law, however, it is applied when analysing cases through the Military Equipment (Export Control) Regulations. Subsidiary legislation 365.13.	Implementation completed.
Netherlands	Strategic Services Act (as of January 2012)	Implementation completed.	The Netherlands national legal framework has not been changed after the adoption of the Common Position. The legal basis for the application of the regulations laid down in the Common Position consists of several existing Acts, Decrees, Decisions and Regulations. General Customs Act: Algemene Douanewet	Implementation completed.

			<p>(Adw) (stb. 2008, 111) wetten.nl - Regeling - Algemene douanewet - BWBR0023746 (overheid.nl)</p> <p>Strategic Goods Order 2012: Besluit Strategische Goederen (Str. 2011, 19960) wetten.nl - Regeling - Besluit strategische goederen - BWBR0024139 (overheid.nl)</p> <p>Implementation measure for Strategic Goods: Uitvoeringsregeling strategische goederen 2012 (Str. 2011, 1996) wetten.nl - Regeling - Uitvoeringsregeling strategische goederen 2012 - BWBR0030610 (overheid.nl)</p> <p>2015 Arms and Munitions Act: Wet Wapens en Munitie (Stb. 1995, 292) wetten.nl - Regeling - Wet wapens en munitie - BWBR0008804 (overheid.nl)</p>	
--	--	--	--	--

Poland	<p>The act of 29 November 2000 on foreign trade in goods, technologies and services of strategic importance to the security of the State and to maintaining international peace and security (Journal of Laws 2023, item 1582).</p> <p>Note: Poland first adopted legislation covering brokering activities in the Act of 11 December 1997 on administrating of foreign trade in goods and services and transfers of special goods (Journal of Laws 1997, No 157, item 1026).</p>	Implementation completed.	The act of 29 November 2000 on foreign trade in goods, technologies and services of strategic importance to the security of the State and to maintaining international peace and security (Journal of Laws 2023, item 1582).	Implementation completed.
Portugal	Law no. 49/2009 of 5 August 2009.	Implementation completed.	Law no. 37/2011 of 22 June 2011.	Implementation completed.
Romania	Government's Emergency Ordinance (GEO) No. 158/1999 on the control regime of exports, imports and other operations	Implementation completed.	Minister of Foreign Affairs Order no. 3191/2021 (Implementing Regulation for GEO No. 158/1999, republished)	Implementation completed.

	with military good, republished (2021).			
Slovakia	Act No 392/2011 on trading with defence industry products and on amendments and supplements of certain acts (in force since 1 December 2011).	Implementation completed.	Act No 392/2011 on trading with defence industry products and on amendments and supplements of certain acts (in force since 1 December 2011).	Implementation completed.
Slovenia	Decree on production consents and trade permits for military weapons and equipment and on preliminary permits for import, export, transit and transfer of defence products (The Official Gazette of Republic of Slovenia, no. 59/11, 88/11, 74/12, 46/13, 29/14, 37/15, 62/16 ,30/17, 14/18 and 36/19, 172/21, 42/23 and 46/23). Brokers are bound to obtain trading permit.	Implementation completed.	Article 77 of the Defence Act (Official Gazette 103/04) specifies that an export license may be refused on the basis of Slovenia's international commitments and obligations.	Implementation completed.
Spain	Law 53/2007 of 28.12.2007 Royal Decree 679/2014 of 1.8.2014	Implementation completed.	Law 53/2007 of 28.12.2007 Royal Decree 679/2014 of 1.8.2014	Implementation completed.

	<p>Royal Decree 494/2020 of 28.4.2020</p> <p>Royal Decree 414/2022 of 31.05.2022</p> <p>Order ICT/534/2023 of 26.05.2023</p> <p>Order ECM/541/2024 of 06.06.2024</p> <p>Order ECM/551/2025 of 30.05.2025</p>		<p>Royal Decree 494/2020 of 28.4.2020</p> <p>Royal Decree 414/2022 of 31.05.2022</p> <p>Order ICT/534/2023 of 26.05.2023</p> <p>Order ECM/541/2024 of 06.06.2024</p> <p>Order ECM/551/2025 of 30.05.2025</p>	
Sweden	<p>Military equipment act 1992:1300 (5 §) and Military Equipment Ordinance 1992:1303 (7 §).</p>	<p>Implementation completed.</p>	<p>Military Equipment Act 1992:1300 (1 §, 6 §) and Military Equipment Ordinance 1992:1303 (annex).</p> <p>The Ordinance with Instructions for the Inspectorate of Strategic Products, No 2010:1101 (1a §).</p>	<p>Implementation completed.</p>

INFORMATION ON EU OUTREACH ACTIVITIES

1. COUNCIL DECISION (CFSP) 2023/2539 supporting a project on the promotion of effective arms export controls

'COARM Outreach Project VI' – implemented by: BAFA (the German Federal Office for Economic Affairs and Export Control)

I. INDIVIDUAL ASSISTANCE WORKSHOPS

Kosovo

Online, 27 - 28 February 2024

The Legal Assistance Workshop for Kosovo was organised online and was designed as a follow-up to the remote legal analysis of the country's arms export control legislation, which had been conducted previously. It served to increase the efficacy of the arms export control legislation, fostering discussions on the insights and recommendations derived from the remote legal assessments. The event was attended by seven representatives of relevant authorities from Kosovo, involved in the legal review process.

In-person (Pristina, Kosovo), 13 November 2024

An Individual Assistance Workshop for Kosovo was designed as a follow-up to the remote legal analysis of the country's arms export control legislation and the following legal online workshop in February 2024. The event was attended by representatives of relevant authorities from Kosovo, involved in the legal review process, to discuss the progress and remaining challenges with the reviewed legislation.

Ukraine

In-person (Warsaw, Poland), 08 May 2024 in cooperation with EXBS and Expertise France

The COARM VI Outreach Project contributed to the Workshop on Ukraine's National Strategic Trade Control Regulatory Framework as a follow-up to the remote assistance for Ukraine provided previously. The event was jointly organised by EXBS and the EU "Project No. 103 Partner-to-Partner (P2P) Export Control Programme for Dual-Use Goods Global" (implemented by Expertise France). It aimed to assist Ukraine in drafting a new Strategic Trade Control Law. BAFA supported the event under the COARM VI Outreach Project with regard to conventional arms-related aspects of the draft of the "Strategic Trade Control Law".

Online, 07 July and 12 September 2024

Two online Individual Assistance Workshops for Ukraine were conducted to follow up on the remote assistance carried out in March and April 2024 and the in-person workshop in Warsaw in May. All of these activities contributed to reviewing arms export control related aspects of the draft "Strategic Trade Control Law". They were organized in coordination with the EU P2P Export Control Programme for Dual Use Goods and the United States EXBS.

In-person (Warsaw, Poland), 06 – 07 November 2024

Another Individual Assistance Workshop for Ukraine continued the intensive and close cooperation with Ukraine regarding the country's draft "Strategic Trade Control Law". The event, therefore, followed-up on the results from the legal analysis of the country's arms export control legislation and the following workshops. This workshop addressed issues spanning the entire licensing cycle: pre-licensing, licensing and post-licensing.

Mongolia

Online, 14 June 2024

An Individual Assistance Activity for Mongolia was organised online as a follow-up to the translation of the EU Common Military List (CML) into Mongolian. The translation was conducted in the framework of remote assistance for Mongolia, which was completed in May 2024. The online event aimed to further familiarize the participants with the EU Common Military List, address remaining questions concerning the list and help the country to utilize the freshly translated list effectively.

Kyrgyzstan

In-person (Issyk-Kul, Kyrgyzstan), 18 - 20 June 2024

The Individual Assistance Workshop for Kyrgyzstan was organised in close cooperation with the OSCE Programme Office in Bishkek (OSCE POiB) and the Project No. 105 EU Partner-to-Partner (P2P) Export Control Programme for Dual-Use Goods for Central Asia (also implemented by BAFA). Discussions focused on the ATT, control lists and their associated technical assessments, the role of customs in inter-agency cooperation and in commodity identification.

II. CROSS REGIONAL WORKSHOPS

Cross-Regional Workshop for South Eastern Europe and Eastern Europe

In-person (Jahorina, Bosnia and Herzegovina), 16 May 2024

A two-day Cross-Regional Workshop for South Eastern Europe and Eastern Europe addressed challenges with the EU Common Military List and associated technical assessments, industry outreach and internal compliance programs, and the current state of arms control implementation in partner countries. It also offered a platform for exchange of best practise experiences in the region. Participants from Albania, Bosnia and Herzegovina, Kosovo, Moldova, Montenegro, Serbia and Ukraine attended the event.

Cross-Regional Workshop for North African Mediterranean Region, Southern Neighbourhood Countries of the European Neighbourhood Policy

Hybrid (Aqaba, Jordan), 27 - 29 August 2024

A two-and-a-half Regional Workshop for the MENA Region focused on the risk of diversion, i.e. EU Common Position criterion no.7, with presentations on end-user verification and controls, the role of customs in arms export control enforcement, and a field visit to Aqaba Airport. In the spirit of donor coordination, one representative from the EU League of Arab States Small Arms Project presented on the importance of stockpile management and marking and tracing of arms to prevent diversion. Participants from the competent authorities from Algeria, Jordan, Morocco, Tunisia attended the event in person. Due to the regional situation, Lebanon had the opportunity to participate online.

Cross-Regional Workshop for the Caucasus and Central Asia

In-person, (Ulaanbaatar, Mongolia), 06 - 07 November 2024

The two-day Cross-Regional Workshop for Caucasus and Central Asia focused on the latest developments and current debates on arms export controls in the EU, end-user verification and end-use documentation, post-shipment controls and interagency cooperation. It also offered a platform for the exchange of best practice experiences in the regions. Participants from the competent authorities from Armenia, Azerbaijan, Georgia, Kazakhstan, Kyrgyzstan and Mongolia attended the event.

III. MULTILATERAL KNOWLEDGE EXCHANGE ACTIVITIES

Binational Workshop for the Republic of Moldova and Ukraine

In-person (Sarajevo, Bosnia and Herzegovina), 20 – 21 May 2024

The binational workshop for the Republic of Moldova and Ukraine took place back-to-back with the Cross-Regional Workshop for South Eastern Europe and Eastern Europe (see above). The event allowed for productive discussions between the two neighbouring, EU candidate countries Moldova and Ukraine, who previously had expressed an interest in further enhancing their cooperation. The event addressed the topics of licensing procedures, inter-agency cooperation and end-user documentation through advanced case studies.

Study Visit to Estonia for Morocco and Montenegro

In-person (Tallinn, Estonia), 11 – 12 November 2024

The event addressed the topic of the control of transit and transshipment of arms and the importance of interagency cooperation, especially between the licensing authority and customs. The activity also included an on-site visit to Muuga Port, where participants had the opportunity to learn first-hand about customs procedures, customs risk assessment and targeting in an EU Member state.

Binational workshop for North Macedonia and Kosovo

In-person (Pristina, Kosovo), 11 - 12 November 2024

The EU COARM VI Outreach Programme on arms export controls, implemented by BAFA in cooperation with the EU P2P Export Control Programme for Dual-Use Goods (Project #103), organised a sub-regional workshop on strategic trade controls over technology transfers for Kosovo and the Republic of North Macedonia in Pristina. The event was specifically designed for licensing, customs, and enforcement officers from the two partner countries.

The objective of this workshop was to familiarise participants with the latest EU effective practices in the areas of technology transfers - both tangible and intangible - including the concept of technical assistance, outreach to industry and internal compliance programmes (ICPs). Furthermore, the workshop aimed to facilitate discussion on how adequate controls over transfers of technology can be best enforced.

IV. INSTITUTIONAL CAPACITY-BUILDING ACTIVITIES

Institutional Capacity Building Activity for Serbia

In-person (Belgrade, Serbia), 11 September 2024

An Institutional Capacity Building Activity for Serbia was held in Belgrade by supporting the Serbian Ministry of Internal and Foreign Trade in the organisation of an outreach event for the Serbian arms production industry. It was organised as part of the train-the-trainer (TTT) approach, which allowed Serbia to apply the lessons learned in previously conducted TTT modules to design the substance of the event. This event was held back-to-back with an outreach event for industry and academia of the dual-use sector of Serbia, which was implemented in the framework of the EU P2P export control programme for dual-use goods.

The objective of this national outreach initiative was to facilitate the dissemination of information and best practices among the Serbian national industry with regard to the national strategic trade control system and its implementation, including information regarding Internal Compliance Programmes and the associated advantages of using global licences in the future.

The outreach event for the Serbian industry for arms and military equipment was attended by around 130 participants. In addition to the Serbian experts, one EU expert supported the event.

Advanced Capacity Building Peer-to-Peer Activity for Mongolia, Tajikistan and Turkmenistan in Albania

In-person (Tirana, Albania), 24 – 26 September 2024

An Advanced Capacity Building Peer-to-Peer Activity for participants from Mongolia, Tajikistan and Turkmenistan was designed in the context of the train-the-trainer (TTT) program of BAFA in which Albania and Bosnia and Herzegovina previously participated. The event allowed the hosting country Albania to apply the lessons learned in the TTT context to design the substance of the event, in close cooperation with their "peer" country Bosnia and Herzegovina. The event focused on the basic components of an export control system, such as the legal basis and interagency cooperation and allowed the host country to share their experiences and lessons learned in that regard with the audience from Mongolia, Tajikistan and Turkmenistan.

Advanced Capacity Building Peer-to-Peer Activity for Mongolia and Tajikistan in Bosnia and Herzegovina

In-person (Sarajevo, Bosnia and Herzegovina), 4 – 5 December 2024

A second Advanced Capacity Building Peer-to-Peer Activity for Mongolia and Tajikistan was designed in the context of BAFA's train-the-trainer (TTT) program, in which Bosnia and Herzegovina and Albania previously participated. The event built on the previous visit to Albania and allowed the hosting country to apply the lessons learned in the TTT context to design the substance of the event, in close cooperation with their "peer" country Albania. The event was attended by the same participants from Mongolia and Tajikistan (Turkmens were unfortunately unable to participate). The workshop in Sarajevo complemented the content of the activity in Albania by focusing on secondary legislation, interagency cooperation, transit and transshipment controls, and the role of customs in arms export controls.

V. ASSESSMENT EVENTS

Final Assessment Event

Online, 16 December 2024

A Final Assessment Event for COARM-OP VI was conducted online to review outcomes, challenges and experiences that defined the project phase. The event was held online due to the shorter (14-months) duration of this project phase. During the discussions, partner countries highlighted their efforts and progress achieved during this project phase. Furthermore, they could also provide feedback to the implementing agency on the support they had received. Lastly, the event also provided space for partners to outline areas of interest and possible cooperation for the upcoming seventh phase of the project.

2. Council Decision (CFSP) 2021/2309 on Union outreach activities in support of the implementation of the Arms Trade Treaty (ATT)
--

I. NATIONAL ACTIVITIES

Botswana

2nd National Assistance Workshop for Botswana

In-person (Gaborone), 05-06 March 2024 – BAFA

In March 2024, BAFA organised a workshop on legislation for Botswana. Botswana had joined the ATT Outreach Project in late 2023 and asked for assistance in assessing its existing legislation against the requirements of the ATT. Two legal experts from Hungary and Colombia had been tasked with providing short-term targeted assistance to Botswana by analysing the existing legislation remotely during January and February 2024. The national assistance workshop in Botswana was specifically dedicated to discuss the outcomes and recommendations based on the findings of the remote legal analysis. In total, 15 representatives of relevant Botswanan authorities as well four international experts from Belgium, Colombia, Hungary, and Zambia participated in the event.

3rd National Assistance Workshop for Botswana

In-person (Gaborone), 27-28 May 2024 – BAFA

BAFA organised a second workshop on legislation for Botswana in May 2024. The workshop aimed to further support Botswana in its efforts to draft new as well as adapt existing legislation to align its legal framework with the ATT. Therefore, a particular focus was put on control lists and best practice examples for secondary legislation in the licencing process. The Ministry of Defence and Security of Botswana also used the opportunity to share an initial "laymen's draft" of their proposed conventional arms control bill, developed since the last workshop with BAFA. In total, 16 representatives of relevant Botswanan authorities as well as three international experts from Germany, Romania, and South Africa participated in the event.

Cameroun

Development of a brochure to raise awareness on the ATT

Remote assistance, 2024 – Expertise France

Cameroonian authorities expressed the wish to have a brochure for internal use to raise awareness on ATT provisions and activities already organized to support Treaty implementation. They underlined that sensitization and advocacy efforts were required internally to ensure buy-in by all stakeholders and decision-makers. The brochure aimed at: raising awareness on ATT and its provisions among all stakeholders in Cameroon, both at working and political levels; taking stock of efforts already made, including with EU/Expertise France support, and making sure that they are sustainable on the longer-term; recalling implementation efforts already undertaken by Cameroon and the importance of all stakeholders' involvement, including information sharing for reporting purposes; recalling the importance of national coordination to facilitate the implementation of the Treaty. The brochure is 6-pages long in A5 format (with photos). The brochure has been printed in 600 copies (400 in French and 200 in English – NB: Cameroon is a bilingual country). It includes three parts: one part recalling the ATT fundamentals: its objectives, scope and main provisions; a second recalling the activities and workshops organized within the framework of the Cameroon-EU partnership; a third providing an outlook on future activities.

Colombia

3rd National Assistance Workshop for Colombia

In-person (Bogotá), 11-12 December 2024 – BAFA

BAFA organised a workshop on licencing and interagency cooperation for Colombia in December 2024. The event was designed to provide Colombian officials with an overview of best practices from neighbouring states on their implementation of effective export control systems. This approach was chosen on the specific request of Colombia who, in addition to EU expertise, values input from regional actors who share common challenges and legal approaches. In total, 27 representatives of relevant Colombian authorities as well as four international experts from Argentina (2) and Brazil (2) participated in the event.

Costa Rica

Online National Assistance Workshop for Costa Rica

Online, 22 & 24 April 2024 – BAFA

BAFA organised an online workshop on the foundations of the ATT for Costa Rica in April 2024. The online workshop conducted over the course of two days via Zoom was designed to familiarize new agency employees with the Treaty, providing insights into its history, obligations - including reporting requirements - and broader arms export control frameworks. The sessions emphasised key aspects of the ATT, its intersections with regional agreements, Germany's military export licensing system, and the applicable control lists guiding this regulatory process. In total, 17 representatives of relevant Costa Rican authorities as well as four international experts from Mexico (1), Germany (2), and the Organization of American States – OAS (1) participated in the event.

2nd National Assistance Workshop for Costa Rica

In-person (San José), 23-24 July 2024 - BAFA

BAFA organised a workshop on licencing and interagency cooperation for Costa Rica in July 2024. This in-person activity built on the results of the initial online introductory workshop, delving more deeply into the technical implementation of export controls. It also reviewed the reporting obligations of ATT States Parties. A key objective was to support the national focal point in familiarising new staff with the obligations of the ATT, which necessitated revisiting foundational topics. In total, 29 representatives of relevant Costa Rican authorities as well as three international experts from Mexico, France, and Hungary participated in the event.

Guyana

Compliance with ATT provisions on Gender-based Violence & Gender Action Plan in the Republic of Guyana

Remote assistance, December 2024 – Expertise France

Expertise France, in the framework of the third phase of the ATT OP (2022-2025), aims at partnering with the Ministry of Home Affairs to support the Republic of Guyana in strengthening its capacities to comply with ATT provisions on gender-based violence (Article 7.4) and with the broader CSP5 decision and recommendations on Gender and Gender-based Violence (GBV). The project consists of two components: first, a questionnaire was developed to assist Guyana authorities in the assessment of overall compliance with CSP5 decisions and recommendation on gender and GBV. The survey aims to fill, through its questions, knowledge, information sharing and reporting gaps, highlighting possible good practices. The survey was intended to: understand where Guyana stands regarding overall implementation of gender and GBV commitments arising from CSP5; develop practical goals to progressively meet ATT-related gender and GBV criteria; identify potential areas for licensing officials or other for follow up assistance. On 19 December 2024, such a questionnaire was sent to the ATT focal point in Guyana. It is a compendium that draws from some of the questionnaires that different states and NGOs have put together on the topic in the past. This is to enable Guyana to compare their results to the global averages as detailed in some of the reports by ATT stakeholders. It will also allow Guyana to participate in conversations on this topic that are scheduled to take place within the Working Group on Effective Treaty Implementation of the ATT review process. Another useful dimension of the questionnaire is the potential good practices in preventing arms-related GBV that Guyana would like to share. Two highly specialised experts on GBV and the ATT were commissioned from Expertise France pool of international experts (from the *Small Arms Survey*) to prepare the document.

Liberia

Train the Trainers Capacity building workshop to promote effective implementation of the ATT in Liberia: Preventing Diversion

Hybrid (Monrovia – online), 17 & 18 December 2024 – Expertise France

The Liberia National Commission on Arms (LiNCA) and Expertise France sought to strengthen the organizational capacities of key implementing agencies and selected border community dwellers, provide public education and civic awareness on relevance of ATT implementation as well as improve border management to prevent diversion and trafficking by the conduct of a Train the Trainers (TTT) capacity building hybrid workshop. The TTT workshop provided participants with practical knowledge to prevent and to fight against diversion of conventional arms according to the ATT relevant provisions. It was divided into three sections: Session 1: The Arms Trade Treaty: diversion and implementation of ATT core provisions in Liberia; Session 2: Diversion prevention - rationale and methods; Session 3: Diversion at specific entry points. Diversion challenges in Liberia and the ECOWAS region were addressed. Diversion risks and threats were detailed all along the transfer chain: Pre-transfer (risk assessment), during transfer; post-delivery; information sharing. Effective techniques to manage diversion risks and prevent diversion were discussed, including at airports and maritime ports.

Madagascar

Support to the finalization of Madagascar's draft law on arms

Remote assistance, February - September 2024 – Expertise France

This activity aimed at facilitating the finalization of Madagascar's draft law on arms. Though Madagascar ratified the ATT in 2016, it has yet to internalize the Treaty's main provisions. The only existing law on arms in Madagascar dates from 1969. The main objectives of the Law's review were to: make sure that relevant provisions of the ATT were covered, in particular with regards to arms transfers; make sure relevant internal coordination mechanisms are established (see separate activity on the establishment of a National Commission on Arms); provide, when relevant, comment on other aspects of the Law, including conformity with other international instruments such as the UN Program of Action on Arms. The activity was conducted through online exchanges. Experts from Expertise France provided advice, comments and recommendations on the improvement and finalization of the draft text. The text is expected to be adopted by Madagascar's National Assembly early 2025. It was initially expected to be adopted in 2024, but the National Assembly's calendar of activities eventually proved to be too busy for the text to be considered during its fall 2024 session.

Support to the finalization of Madagascar's decree on the establishment of a National Commission on Arms

Remote assistance, February - September 2024 – Expertise France

In spring 2024, Expertise France supported the finalization of a draft law regulating arms and arms transfers in line with ATT provisions. A number of implementing decrees are planned to be adopted as complements to the Law on arms. One of the decrees shall establish a body coordinating national action on arms, including arms transfers: the National Commission on arms (*in French, the Commission Nationale de Madagascar sur les armes or "CONAMAD"*).

This activity aimed at making sure Madagascar has an efficient coordination mechanism on issues related to arms, including arms transfers. More precisely, the review of the decree aimed at: making sure the National Commission will be in a position to coordinate national policies on arms and arms transfers, in line with provisions of the ATT (transfers, reporting, record-keeping, etc.) and, when required, other international instruments such as the UN Programme of Action on Small Arms and Light Weapons; providing advice on the relevant structure, composition and mandate of the Commission; taking into account lessons learned from existing National Commissions, particularly in sub-Saharan Africa. The activity was conducted through online exchanges. Experts from Expertise France provided advice, comments and recommendations on the improvement and finalization of the draft decree. The decree is expected to be adopted after the adoption of the Law on arms, in the first half of 2025.

Workshop to initiate the elaboration of a National Control List

In-person (Antananarivo), 18 & 19 December 2024 - Expertise France

The workshop aimed at initiating the elaboration of Madagascar's National Control List (NCL). More precisely, it aimed at: discussing key obligations, concepts, and actors to facilitate the elaboration of the NCL; sharing good practices from countries having already developed a NCL (France, EU, Benin); designing and adopting a calendar of activities for the elaboration of the NCL. About 30 individuals from various national institutions participated (Prime Minister office, Ministry of Foreign Affairs, of Armed Forces, of Interior, of Justice, Police, Gendarmerie, Customs, etc.). This included representatives of Madagascar's working group on arms – ie. the embryo for the future National Commission on arms ("COMADA"). This group has played a leadership role in the development of the draft national law on arms and is expected to do the same for the upcoming NCL. Participants adopted a calendar of activity for the elaboration of the NCL by mid-2025. On the basis of the expertise developed during the workshop, national stakeholders are expected to develop a draft which will be reviewed by Expertise France's experts.

Peru

Binational Workshop for Peru and Ecuador

In-person (Tumbes), 4-5 April 2024 – BAFA

BAFA organised a workshop on enforcement and the specific role of customs for Peru and Ecuador in April 2024. The selection of Tumbes, a Peruvian town close to the border with Ecuador, was based on the partner country's explicit wish for the event to facilitate enhanced cross-border cooperation with Ecuadorian counterparts. Secondly, the workshop was designed to promote ATT adoption in Ecuador, a non-State Party to the ATT, and Treaty universalisation within the region. As the workshop also focused on the coordination and cooperation of the two nations in the field of the control of conventional weapons, especially SALW and their illicit trafficking, the involvement of local border officials proved vital to its effort. In total, 24 Peruvian and 11 (online) Ecuadorian representatives of relevant national authorities as well as two international experts from Mexico and Spain participated in the event.

Senegal

Support to the finalization of Senegal's National Commission's plan of action on Small arms and light weapons (SALW)

Remote assistance, 1st semester 2024 – Expertise France

Senegal requested Expertise France to support the finalization of its National Action Plan (NPA) on SALW to be implemented under the coordination of the National Commission. More precisely, in agreement with Senegal's National Commission, Expertise France's review of the document aimed at: ensuring the NPA covers all relevant activities, including arms transfers, in line with Senegal's obligations under the ATT (e.g. reporting, record-keeping; adoption by the Parliament of the draft law on arms is included as a key aspect of the NPA); making sure the NPA includes a cohesive and realistic calendar of activities; applying a "Monitoring and Evaluation"-type of approach to include actionable actions with the possibility to clearly assess progress made in the Plan implementation; making sure the NPA is developed through appropriate national consultation mechanisms, in line with the ECOWAS provisions; inserting the NPA into broader national strategies (e.g. The 2030 Plan "Sénégal Emergent").

Thailand

2nd National Assistance Workshop for Thailand

In-person (Bangkok), 13-14 March 2024 – BAFA

BAFA organised a workshop on interagency cooperation and enforcement for Thailand in Bangkok in March 2024. The workshop aimed to raise awareness among Thai national stakeholders responsible for the national implementation of the ATT provisions, strengthen inter-agency cooperation structures, and enhance the capacity of Thai customs and other enforcement officials. To illustrate the latter point, a site visit was organized to the Port of Bangkok on the second day of the workshop. The site visit featured presentations by customs officials on clearance procedures, risk assessment and customs control procedures, including physical inspections. In total, 27 representatives of relevant Thai authorities as well as four international experts from the Philippines (1), the United Kingdom (2), and Small Arms Survey (1) participated in the event.

Union of the Comoros

Workshop on the drafting of a draft law on arms and the establishment of a national coordination mechanism

Hybrid (Moroni - online), 13 June 2024 – Expertise France

In April 2024, Expertise France experts reviewed and provided comments on a first draft of the Law on arms prepared by the Comoros Commission on the ATT. While this was not initially envisaged, the Comoros also intends to take the opportunity of this Law to establish a national coordination entity, following models of the National Commission on SALW existing in many African countries (especially West Africa). It is envisaged that the recently established Commission on the ATT become this permanent coordination organ. Co-organized with the Comoros Commission on the ATT, the workshop had two main objectives: discussing the draft of the Law. The workshop was an opportunity for members of the Comoros Commission to get clarifications on the comments and suggestions made by experts from Expertise France during the first review of the text; discussing national coordination on arms and the modalities of establishing a national coordination entity.

17 Members of the Commission on the ATT, all involved in the preparation for both the Law on Arms and the ratification Law, participated in the workshop. Regarding national coordination, experts from France and Benin shared their national experiences. Participants were briefed on the importance of the following aspects when designing coordination mechanisms: functions, composition, structure and budget. Comoros plans to create the coordination entity through the Law and define its details in a follow-up decree. The event received significant media coverage, including a report on the first national TV Channel (ORTC) in which the support from Expertise France and the EU was underlined.

Workshop to raise awareness on the draft law on arms

In-person (Moroni), 15 & 16 October 2024 – Expertise France

Between February and August 2024, Expertise France experts reviewed and provided comments on several drafts of the Law on arms prepared by the Comoros Commission on the ATT. The draft was also discussed during a hybrid workshop on 13 June 2024. The draft law domesticates some of the key provisions of the ATT, including the establishment of a national control regime for arms transfers. It also includes provisions on arms possession by Comorian citizens, fulfilling a gap in national legislation. Co-organized with the Comoros Commission on the ATT, this workshop had two main objectives: finalizing the Law and formally submitting it to the Government; raising awareness on the content of the Law with key stakeholders from the Comoros. Ultimately, the workshop shall facilitate the adoption of the Law by the National Parliament the end of year. The Comoros will have then started implementing the ATT before ratification. Participation of the Comoros' Ministry of Interior in the workshop, confirmed the strong political commitment of the national authorities in rapidly adopting a Law on arms and ratifying the ATT. Expertise France will continue to support these objectives.

II. REGIONAL ACTIVITIES

Africa

Regional conference on universalization of the ATT for Member States of Eastern Africa

In person (African Union Headquarters, Addis Ababa, Ethiopia), 5-6 November 2024 – Expertise France

The African Union (AU) Commission, in partnership with Expertise France (EF) held a conference with Member States of the Eastern African region to promote the universalisation of the ATT. The organisers invited the following 14 Member States of the Eastern Africa region to the conference: The Union of the Comoros (signatory State), Djibouti (signatory State), Eritrea (non-signatory State), Ethiopia (non-signatory State), Kenya (non-signatory State), Madagascar (State Party), Mauritius (State Party), Rwanda (signatory State), Seychelles (State Party), Somalia (non-signatory State), South Sudan (non-signatory State), Sudan (non-signatory State), Tanzania (signatory State), and Uganda (non-signatory State). The Regional Economic Communities, including the Eastern African Community (EAC) and the Intergovernmental Authority on Development (IGAD), the Economic Community of West African States (ECOWAS) and the Regional Centre on Small Arms and Light Weapons (RECSA) were also invited to the conference. The Republic of Benin did also send a representative to share experiences in ratification process and implementation of the ATT. The ATT Secretariat, the EU-EEAS, the UNODA, and UNIDIR also participated to the conference.

As well as being an important moment in the universalisation of the Treaty, the meeting enabled the programme's implementing agencies to forge unprecedented links with RECSA and the AU, and to launch the principle of organising a regional conference for the countries of the Indian Ocean during the next phase of the programme's implementation.

III. STUDY VISITS

Study Visit for Botswana and Zambia to Bucharest, Romania

In-person (Bucharest, Romania) 08-10 October 2024 – BAFA

BAFA organised a study visit on legislation and licencing, which aimed to provide participants with an in-depth view of an effective arms trade control administration. Participating EU experts presented the Romanian arms export control system. In doing so, the workshop provided detailed insights into practical considerations and challenges to take into account when developing their country's own national export control system that is in line with ATT provisions. Romania was selected as the host country in light of the Romanian presidency of CSP10. The Study Visit was rounded off by a site visit to Bucharest's Otopeni International Airport, which demonstrated the operability of a customs agency in enforcing the Treaty's export control requirements. In total, five representatives of relevant Botswanan (2) and Zambian (3) authorities participated in the event.

Study Visit for Chile, Colombia, Costa Rica and Peru to Madrid, Spain

In-person (Madrid, Spain) 19-21 November 2024 – BAFA

BAFA organised a study visit on licencing, interagency cooperation, and outreach to industry, which provided an in-depth view into the work and set-up of an arms trade control administration, with Spanish authorities presenting their export control system in detail. Insights from private sector actors, as important stakeholders and agents of controlling illicit trade, complemented these presentations. The study visit offered practical insights and considerations for developing and implementing national systems aligned with the ATT. In total, 11 representatives from relevant Chilean (3), Colombian (2), Costa Rican (3), and Peruvian (3) authorities participated in the event.

IV. OTHER ACTIVITIES

CSP10 Preparatory Meeting Online Side Event

Online 17 May 2024 - Expertise France / BAFA

BAFA and Expertise France jointly organised an official online side event as part of the CSP10 Preparatory Meeting in May 2024, under the heading "Offer of Assistance for States Party, Signatories & Non-States Party" and was designed to detail and answer questions about the EU's individually tailored ATT implementation support measures. Representatives of BAFA and Expertise France recapped the work that had been done in project phases I-III and fielded questions from audience members by means of the videoconferencing platform's inbuilt Q&A function. The occasion was used to reach a broader spectrum of States and organisations engaged in ATT outreach work and facilitate an open dialogue on topics of common interest such as the challenge of Treaty universalisation at the regional level.

Experts Meeting

Online 25-26 June 2024 - Expertise France / BAFA

BAFA and Expertise France jointly organised a two-day experts meeting, which specifically targeted experts who have contributed significantly to ATT OP activities in the past. The agenda was designed to facilitate an exchange of views and experiences, in particular challenges, lessons learned and best practices for effective implementation and universalisation of the Treaty, to be taken into account for future cooperation and further workshops under a new project phase / for future prospects of the EU's outreach activities in support of the ATT. In total, 19 experts from Argentina (1), Benin (1), Croatia (1), France (5), Hungary (1), Italy (1), Mexico (1), Spain (1), South Africa (1), Sweden (1) as well as Amnesty International (1), the Stimson Center (1), Saferworld (1), and UNIDIR (2) participated in the event.

CSP10 Side Event

In-person (Geneva, Switzerland) 21 August 2024 - Expertise France / BAFA

BAFA and Expertise France jointly organised an official side event as part of the 10th ATT Conference of States Parties (CSP10) in Geneva in August 2024, focused on "assuring continuity and measuring progress of ATT assistance measures". The side event featured a panel discussion with speakers from Benin, the Philippines – both EU ATT-OP partner countries – and Romania, an EU Member State and a regular provider of expertise and support for the programme. The panelists found consensus on the need for long-term performance indicators and improved awareness of the resources available to States on ATT implementation assistance. The speakers also discussed the benefits of establishing a national body dedicated to strengthening national knowledge transfer and institutional memory capacities as a means to overcome common challenges to continuity and sustainable progress, such as national election cycles, staff rotations, and political setbacks. In total, approximately 40 representatives from ATT States, Signatories, and non-States Parties, as well as international organizations and civil society actors, participated in the event.

Production of an online newsletter

2024 - Expertise France / BAFA

Throughout 2024, the EU P2P ATT OP III programme published a three-to five-page newsletter. This electronic newsletter was intended for Expertise France and BAFA partner countries, the programme's community of experts, and European institutional partners. It was sent by email and posted on the programme's electronic platform: eup2p.eu. This newsletter provides an update on current activities, political, diplomatic, and institutional developments relating to the ATT, and the latest research on export controls and conventional arms control.

3. Council Decision (CFSP) 2023/2296 on Union support for activities of the ATT Secretariat in support of the implementation of the Arms Trade Treaty

Implemented by: ATT Secretariat

Council Decision (CFSP) 2023/2296 provided resources for activities to support States Parties in strengthening their arms transfer control systems and reinforcing the institutional capacity of the ATT Secretariat. Building on this foundation, the European Union continues its commitment to supporting ATT implementation under Council Decision (CFSP) 2023/2296, focusing on enhancing training capacity, improving compliance with ATT reporting obligations, and facilitating international assistance mechanisms. The text below summarizes the activities undertaken from January to November 2024 as part of the ongoing implementation of the project.

Project 1: Expert Roster (Train the Trainers)

The objective of Project 1 is to develop a sustainable cadre of national and regional ATT experts who can provide technical support and training at the national and regional levels, reducing reliance on international consultants and improving the quality of ATT implementation assistance.

Following the development of the ATT training programme and supporting materials (i.e. the ATT Implementation Manual and the Guide for Trainers) in the previous EU-funded phase, the ATT Secretariat organized the first regional "Train the Trainers" workshop in **Bangkok, Thailand, from 08 to 12 July 2024**, focusing on enhancing the capacity of national experts. 13 participants received practical tools and guidance to strengthen their ability to deliver training and advisory services on ATT implementation.

Looking ahead, **four additional regional workshops are scheduled for 2025**, targeting experts in **Latin America and the Caribbean, West Africa, and Southern Africa**. These workshops will consolidate the project's progress towards meeting its overall target of training **105 national and regional experts** by the end of 2025.

Additionally, the ATT Secretariat conducted an individual outreach call to national or regional experts who had been trained during the previous 'Train the Trainers' workshops. The call was aimed at inviting an expert to serve as an ATT regional expert during the workshops, encouraging their active participation and reinforcing their important role in supporting treaty implementation at the regional level.

Project 2: Enhancing ATT Reporting Obligations and Compliance

This project aims to improve States Parties' understanding of ATT reporting requirements and strengthen compliance with ATT reporting obligations. To achieve this, two regional practical reporting workshops were successfully conducted:

- **Swakopmund, Namibia (10–13 June 2024)**: focused on strengthening reporting practices for Southern African States.
- **Nassau, The Bahamas (30 September–3 October 2024)**: designed to enhance ATT reporting compliance among Caribbean States.

These workshops provided States Parties with practical guidance on completing ATT reports, facilitated peer learning on reporting challenges, and introduced tools developed by the ATT Secretariat to support compliance efforts. **A total of 36 participants** were trained during these sessions, with two additional workshops planned in **Latin America and Asia Pacific in 2025**.

Furthermore, the ATT Secretariat finalized a [voluntary guidance document](#) designed to assist States Parties in organizing national activities aimed at improving ATT reporting. This document has been translated into multiple languages to ensure accessibility for all States Parties.

Project 3: Strengthening the Matching Mechanism for International Assistance

Project 3 seeks to enhance the ability of States Parties to request and receive international assistance through the development and maintenance of the **Needs and Resources Matching Database**. This database serves as a formal mechanism for linking offers of support with requests for assistance within the ATT framework.

- A **targeted communication campaign** was launched to raise awareness among National Points of Contact (NPCs) regarding the availability and functionality of the database.
- As a result, **22 requests and 5 offers for assistance** were recorded in the database by November 2024.
- The database's usability was improved through **technical refinements and user feedback integration**, ensuring a more effective and accessible platform for States Parties.

The ATT Secretariat continues to engage with States Parties to encourage the active use of the database and facilitate matches between offers and requests for ATT-related assistance. While no matches had been recorded by the end of the reporting period, ongoing efforts are aimed at increasing participation and operationalizing the system as an effective tool for international cooperation.

TABLE E.

Internet Addresses of Member States' National Websites Providing National Reports on Arms Exports

Austria

<http://www.bmeia.gv.at>

Belgium

Brussels Capital Region: <http://du-arms.brussels/>

Flemish Region: www.fdfa.be/csg

Walloon Region: [Rapports annuels - L'économie en Wallonie](#)

Bulgaria

<https://exportcontrol.mi.government.bg/indexbg.php>

Croatia

<https://mingo.gov.hr/>

Czechia

<https://www.mpo.gov.cz/cz/zahranicni-obchod/licencni-sprava/>

www.mzv.cz/kontrolaexportu

Denmark

<https://politi.dk/statistik/udfoersel-af-militaert-udstyr>

Estonia

<https://vm.ee/en/activity/control-strategic-goods/overview-strategic-goods-controls>

Finland

https://www.defmin.fi/luvat_ja_asiointi/vienti- ja_siirtoluvat/tilastot#7ff322a2

France

<https://www.defense.gouv.fr/rapport-au-parlement-2024-exportations-darmement-france>

<https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/securite-desarmement-et-non-prolifération/desarmement-et-non-prolifération/commerce-transport-et-exportations-d-armes-et-matériels-sensibles/article/contrôle-des-exportations-de-matériels-de-guerre>

Germany

<https://www.bmwk.de/Redaktion/EN/Dossier/export-controls-for-military-equipment.html>

http://www.bafa.de/EN/Foreign_Trade/Export_Control/export_control_node.html

(general information on the German export control system)

Hungary

http://mkeh.gov.hu/haditechnika/haditechnika_kulkereskedelem/6a_Jelentesek

Ireland

<https://enterprise.gov.ie/en/publications/> (search under 'export control')

Italy

<https://www.esteri.it/en/ministero/struttura/uama/>

https://www.camera.it/leg18/494?idLegislatura=18&categoria=067&tipologiaDoc=elenco_categoria

https://www.esteri.it/mae/resource/doc/2017/06/legge_09_07_1990_n185.pdf

Latvia

<https://www.mfa.gov.lv/lv/media/17072/download?attachment>

Lithuania

<https://eimin.lrv.lt/lt/veiklos-sritys/eksportas/strateginiu-prekiu-kontrole/>

Malta

<https://commerce.gov.mt/en/trade-related-services-and-projects-directorate/exportation-of-military-equipment>

Netherlands

<http://www.government.nl/issues/export-controls-of-strategic-goods> (English)

<http://www.rijksoverheid.nl/onderwerpen/exportcontrole-strategische-goederen> (Dutch)

Poland

http://www.msz.gov.pl/pl/polityka_zagraniczna/polityka_bezpieczenstwa/kontrola_eksportu/transparencja/

http://www.msz.gov.pl/en/foreign_policy/security_policy/export_control/

Portugal

<https://www.defesa.gov.pt/pt/pdefesa/ii/id/tcpd/Paginas/default.aspx>

Romania

<https://www.ancex.ro/>

Slovakia

<https://www.economy.gov.sk/>

Slovenia

<https://www.gov.si/en/state-authorities/ministries/ministry-of-defence/about-the-ministry-of-defence/logistics-directorate/>

Spain

<https://comercio.gob.es/ImportacionExportacion/Regimenes/Paginas/Defensa.aspx>

Sweden

[Strategisk exportkontroll 2024 – krigsmateriel och produkter med dubbla användningsområden - Regeringen.se](https://www.regeringen.se/strategisk-exportkontroll-2024-krigsmateriel-och-produkter-med-dubbla-anvandningsomraden)

EU

<https://webgate.ec.europa.eu/eeasqap/sense/app/75fd8e6e-68ac-42dd-a078-f616633118bb/sheet/74299ecd-7a90-4b89-a509-92c9b96b86ba/state/analysis>

TABLE F.

European Peace Facility (EPF) - Provision of Military Equipment in 2024 through EPF Assistance Measures

A. DELIVERIES PER BENEFICIARY COUNTRY

Key: (a) = number of assistance measures or actions under a General program; (b) = value of goods delivered in euros.

Beneficiary country: Benin

		ML10	Total
France	a	1	
	b	2,813,000	2,813,000
Total		2,813,000	2,813,000

Beneficiary country: Bosnia and Herzegovina

		ML7	Total
Germany	a	1	
	b	1,806,840	1,806,840
Lithuania	a	1	
	b	52,632	52,632
Total		1,859,472	1,859,472

Beneficiary country: Jordan

		ML11	Total
Switzerland	a	1	
	b	1,030,255	1,030,255
Total		1,030,255	1,030,255

Beneficiary country: Mauritania

		ML11	ML13	ML22	Total
Australia	a	1			
	b	538,995			538,995
France	a	1		1	
	b	1,275,300		200,735	1,476,035
Great Britain	a		1		
	b		118,000		118,000
Total		1,814,295	118,000	200,735	2,133,030

Beneficiary country: Moldova

		ML4	ML13	Total
Italia	a	1		
	b	495,000		495,000
Lithuania	a		1	

	b	495,000	55,225	550,225
Great Britain	a		1	
	b		164,633	164,633
Total		495,000	219,858	714,858

Beneficiary country: Mozambique

		ML5	ML11	ML15	Total
Australia	a		1		
	b		11,933,136		11,933,136
Sweden	a	1			
	b	2,184,000			2,184,000
USA	a		1	1	
	b		259,474	3,205,900	3,465,374
Total		2,184,000	12,192,610	3,205,900	17,582,510

B. DELIVERIES OF MILITARY LISTED EQUIPMENT TO INTERNATIONAL AND REGIONAL ORGANISATIONS IN 2024

Beneficiary organisation: African Union for SADC/SAMIM

Destination Country	Exporting State	Description of goods
Mozambique	France	Ground radars, Counter-IED system with related training. (ML11 – 15 – 22)

Beneficiary organisation: African Union for Somalia Federal Army

Destination Country	Exporting State	Description of goods
Somalia	Denmark	H2O Disruptors (ML5)
	Germany	Magnetometer (ML5)
	Kenya	C-IED Equipment (ML5)
	South Africa	Exploders (ML5)
	Spain	Trucks (ML6)
	Great Britain	C-IED Equipment, vest, (ML5, 13)

Beneficiary organisation: African Union for MNJTF Lake Chad

Destination Country	Exporting State	Description of goods
MNJTF HQ (Chad)	France	UAV simulators (ML10)
	South Africa	Command and control system (ML21)

C. COUNCIL DECISIONS ON EPF ASSISTANCE MEASURES INCLUDING THE PROVISION OF EQUIPMENT OR TECHNOLOGY ON THE EU COMMON MILITARY LIST IN THEIR IMPLEMENTATION PHASE

Support		Date of approval of the action under a General programme	Equipment delivered
General Programme for support to the African Union, financing of military Peace Support Operations	Support to the Somali National Army (SNA)	17 November 2021	SNA II: Several works at GDTC including a shooting range. Individual equipment, communication equipment and ground transportation
		2 March 2023	
		10 October 2023	
		16 April 2024	SNA III: Works at GDTC including an ammunition storage. Individual equipment and ground transportation SNA IV: No deliveries during the period (Y2024)
	Multi-National Joint Task Force against Boko Haram	18 January 2023	Intelligence, Surveillance and Reconnaissance (ISR) services
		13 November 2024	
	G5 Sahel Joint Force ²⁸	15 December 2021	Micro UAVs and wired kits delivered to troop contributing country Mauritania
	Southern African Development Community (SADC) Mission in Mozambique (SAMIM)	8 December 2022	Vehicles, ground radars, mine detectors, counter-IED systems

²⁸ Partly suspended.

	Support	Reference of the Council decision	Equipment delivered
Assistance Measures	Armed Forces of Moldova	2021/2136	Land mine detectors, individual protective equipment
		2022/1093	Ground Tactical Vehicles, Personal Protective Equipment
	Armed Forces of Bosnia and Herzegovina	2021/1923	Land mine detectors, individual protective equipment
		2022/2353	CBRN equipment
	Armed Forces of Jordan	2023/384	UAVs, C-UAVs
	Armed Forces of Mauritania	2023/1440	Personal Protective equipment, UAVs, Radio
	Armed Forces of the Democratic Republic of the Congo	2023/1518	Personal protective equipment for soldiers
	Armed Forces of Benin	2023/2062	ISR drones Trainings on simulators, ground operators